

vision

N°02 - TRIMESTRIEL - AVRIL / MAI / JUIN 2014 - GRATUIT / FREE

paysanne

MAGAZINE D'INFORMATION INTERNATIONALE DU ROPPA
INTERNATIONAL INFORMATION MAGAZINE ROPPA



LE FORUM DES AFFAIRES
THE BUSINESS FORUM PAGE 14

ORGANISATION PAYSANNE, SECTEUR PRIVÉ : SYNERGIE POUR UNE AFRIQUE NOURRICIÈRE

PAGE 4



1^{ER} FORUM DES AFFAIRES
ABIDJAN

ROPPA | RESEAU DES ORGANISATIONS PAYSANNES ET
DES PRODUCTEURS AGRICOLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



ROPPA

RESEAU DES ORGANISATIONS PAYSANNES ET DES PRODUCTEURS AGRICOLES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) a pour mission de « favoriser le développement des exploitations familiales et de l'agriculture paysanne tout en maîtrisant les politiques liées à la libéralisation des économies nationales et à la mondialisation des échanges commerciaux ».

NOS PLATEFORMES NATIONALES



Benin

Tél : (+229) 21 37 72 88
Email : roppa_benin@yahoo.fr
contact@roppa-benin.org
<http://www.roppa-benin.org>



Côte d'Ivoire

Tél : (+225) 22 44 11 76
Email : anopaci@yahoo.fr
<http://www.eroils.net/CI/anopaci/anopaci/>



Gambie

Tél : (+220) 995 42 51
Email : nacafag100@hotmail.com



Liberia

Tél : (+231) 88 65 10 285
Email : erjayfarm@yahoo.com
farmerliberia@yahoo.com



Mali

Tél : (+223) 20 28 68 00
Email : cnopmali@yahoo.fr
<http://www.cnop-mali.org>



Ghana

Tél : (+233) 302 326 880
Email : longasec@ku.com.gh
farmerorganisation@yahoo.com



Guinée

Tél : (+224) 622 59 34 38
Email : paysansduguinee@yahoo.com
<http://www.eroils.net/GN/cnag/cnag/>



Guinée Bissau

Tél : (+245) 660 66 96
Email : roppagunabissau@yahoo.fr



Niger

Tél : (+227) 20 73 23 52
Email : ptj_niger@yahoo.fr
<http://www.ptj-niger.org>



Sénégal

Tél : (+221) 33 827 74 53
Email : cnocr@cnocr.org
<http://www.cnocr.org>



Sierra Leone

Tél : (+232) 228 568
Email : nafel2010@yahoo.com



Togo

Tél : (+228) 2251 74 42
Email : ctop03@yahoo.fr
<http://www.ctop-ops.org>



ORGANISATION PAYSANNE, SECTEUR PRIVÉ : MAIN DANS LA MAIN POUR ASSURER LA PROMOTION DES PRODUITS AGRICOLES EN AFRIQUE DE L'OUEST

FARMERS ORGANIZATIONS AND THE PRIVATE SECTOR: WORKING TOGETHER TO PROMOTE AGRICULTURAL PRODUCTS IN WEST AFRICA

FR

En Afrique de l'Ouest, de nouvelles réformes et des initiatives sont entreprises pour développer l'agriculture et promouvoir le commerce régional. Au sortir des crises alimentaires de 2007 et 2008, les actions entreprises visaient à accroître l'offre de production, à améliorer la commercialisation des produits agricoles et à favoriser l'accès des groupes vulnérables aux denrées alimentaires et aux produits de première nécessité.

De plus en plus, des stratégies et mesures sont développées individuellement par les différents Etats et/ou dans le cadre communautaire (CEDEAO, UEMOA) pour accroître les investissements publics et privés visant à soutenir le développement du secteur de l'agriculture, renforcer l'intégration régionale, assurer le développement des filières agricoles et du marché régional. La croissance de la demande de produits agricoles et agroalimentaires en Afrique de l'Ouest, tirée par la croissance démographique et la forte urbanisation des populations constitue véritablement une opportunité de valorisation des produits locaux à condition d'accroître l'offre de production et d'assurer son adaptation aux exigences du marché.

En outre, les défis de sécurité sanitaire et la flambée des prix qu'a connus le marché international des produits agricoles et agroalimentaires ces dernières années, ont également renforcé la conviction des acteurs du secteur privé et les consommateurs ouest africains sur l'intérêt et l'importance de promouvoir l'offre de production locale pour répondre aux enjeux de sécurité alimentaire et nutritionnels et de la réduction de la pauvreté.

Dans le sens d'accroître les services économiques développés au profit des exploitations familiales et pour profiter des opportunités offertes par l'évolution progressive de l'environnement des affaires et des expériences réussies de collaboration entre OP et secteur privé, la 5ème Convention du ROPPA tenue à Grand Bassam en 2010 a décidé que le réseau s'investisse davantage dans la promotion des initiatives économiques des OP afin de créer une plus-value à la production des exploitations familiales, assurer des emplois et des revenus stables en milieu rural. La première édition du forum des affaires des organisations paysannes de l'Afrique de l'Ouest en est la parfaite concrétisation. Les thématiques suivantes ont été abordées à cette occasion :

- Partenariat entre les OP et le secteur privé pour promouvoir la production et la diffusion de semences certifiées : enjeux et défis ;
- Contractualisation entre les OP et les acteurs du secteur privé

EN

In West Africa, new reforms and initiatives are on-going to develop agriculture and promote regional trade. At the end of the food crisis of 2007 and 2008, actions undertaken aimed at increasing the supply of production, improving agricultural products marketing and facilitating access of vulnerable groups to food and basic necessities.

Increasingly, strategies and actions are developed individually by the various States and/or in community settings (ECOWAS, WAEMU) to increase public and private investment to support the development of agriculture, strengthen the regional integration, and ensure the development of agricultural sector and regional market. The growth in demand for food and agricultural products in West Africa, driven by population growth and rapid urbanization of the population is truly an opportunity to promote local products provided to increase the supply of production and ensure its adaptation to market requirements.

In addition, the challenges of safety and price surge experienced by the international market for agricultural and food products in recent years, have also strengthened the conviction of the private sector and West African consumers on the interest and importance of promoting the supply of local production to meet the challenges of food and nutrition security as well as poverty reduction.

In order to increase economic services developed for the benefit of small-scale farming and to take advantage of opportunities offered by the gradual evolution of the business environment and successful experiences of collaboration between farmers and the private sector, the 5th ROPPA Convention held in Grand Bassam in 2010 decided that the network get more involved in promoting Farmers' Organizations economic initiatives to create added value in the production of small-scale farming and to provide jobs and stable incomes in rural areas. The first edition of the Business Forum of Farmers' Organizations in West Africa is the perfect achievement of this goal. The following topics were discussed at the meeting:

- Partnership between the Farmers' Organization (FOs) and the private sector to promote production and distribution of certified seed: Stakes and Challenges;
- Contractualization between FOs and private sector (agribusiness, agricultural exporters ...) - Challenges - conditions for success;
- Challenges and Issues of cooperation between FOs and private sector

(agroindustriels, exportateurs de produits agricoles...) – défis – conditions de réussite ;**• Défis et enjeux de la concertation entre les OP et les acteurs du secteur privé pour le développement des chaînes de valeur : cas des organisations interprofessionnelles ;**

Dans ce numéro, Vision paysanne fait la part belle au forum des affaires des organisations paysannes de l'Afrique de l'Ouest organisé du 29 au 31 octobre 2013 à Abidjan en Côte d'Ivoire. Une initiative qui s'inscrit dans le cadre de la promotion des produits agricoles et agroalimentaires afin de relever les défis de l'insécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté en milieu rural. Ces cinq dernières années, la communauté internationale reconnaît la nécessité de soutenir l'accroissement de l'offre locale en produits agricoles et agroalimentaires.

Reportages, interviews, focus, réflexions, le présent numéro de Vision paysanne vous fait l'économie des travaux et des échanges menés pendant le forum des affaires.

En mettant en avant les propos des participants, Vision paysanne vous plonge dans l'ambiance des débats du forum des affaires qui marque un moment fort dans la vie du ROPPA : celui d'une implication active du réseau dans la recherche de marchés potentiels pour ses membres au-delà du dialogue de politiques. Organisations paysannes et acteurs du secteur privé s'accordent désormais sur la nécessité de développer un partenariat gagnant-gagnant.

Pendant les travaux, les participants ont réfléchi aux questions de production et de diffusion de semences certifiées. Les discussions ont permis de mettre en lumière les difficultés liées à ce secteur et de faire des propositions d'approches pour relever le défi de l'amélioration de la production agricole.

Produire c'est bien, mais commercialiser au juste prix est nécessaire pour assurer un retour sur investissement. Et pour cela, différents modèles de contractualisation existent. A ce niveau, l'expérience du Comité de Liaison Europe-Afrique-Caraïbes-Pacifique (COLEACP) doit inspirer plus d'un. Pour ce réseau professionnel, le renforcement des capacités des membres est important pour améliorer la qualité des produits agricoles et mieux répondre aux besoins du marché. Vision paysanne vous propose d'aller à la découverte de cette expérience à travers une interview de Mme Olga Kouassi du COLEACP. Vous pourrez également lire des interviews de M. Mathias Aka N'Goan, président du Conseil d'administration de l'Association Nationale des Organisations Professionnelles Agricoles de Côte d'Ivoire (ANOPACI) ; de Mme Marie-Andrée Tall, présidente de l'Association africaine de producteurs et exportateurs de produits agroalimentaire (AAFEX) ; et de Ousséni Ouédraogo, chargé de programme du ROPPA qui fait le bilan de la première édition du forum des affaires.

Dans la rubrique qui leur est consacrée, les acteurs évaluent, analysent leur participation et font des recommandations en direction des prochaines éditions.

Expert résident de l'UPA Développement international, Québec Babacar NDAO nous livre à travers le présent numéro ses réflexions sur le développement de la capacité stratégique des OP par la bonne gouvernance. Dans le même temps et à l'occasion du conseil d'administration du ROPPA tenu en Gambie, le 24 février 2013, Nora McKeon a abordé le contexte et les défis qui se présentent au ROPPA dans le système alimentaire mondial. Nous vous proposons l'intégralité de sa présentation.

Voilà que résolument, Vision paysanne s'offre à vous avec des contenus d'informations diversifiées et réflexions sur le développement agricole et rural. Lisez-le et faites nous part de vos propositions d'amélioration.

for the development of value chains: the case of inter-professional organizations;

In this issue, Vision Paysanne honours the business forum of West African Farmers' Organizations held from 29th to 31st October 2013 in Abidjan, Côte d'Ivoire. An initiative that is part of the promotion of agricultural and food products to meet the challenges of food insecurity and poverty reduction in rural areas. Over the past five years, the international community has recognized the need to support increased local supply of agricultural and food products.

Through reports, interviews, focus, reflections, this issue of Vision Paysanne summarizes to you proceedings and exchanges conducted during the business forum.

By highlighting the words of the participants, Vision Paysanne immerses you in the atmosphere of the discussions of business forum which marks an important moment in the life of ROPPA: the active involvement of the network in the search for potential markets for its members beyond the dialogue of policy-makers. Farmers' organizations and private sector actors now agree on the need to develop a win-win partnership.

During the workshop, the participants reflected on the issues of production and distribution of certified seed. The discussions helped to highlight the difficulties in this sector and make suggestions for approaches to the challenge of improving agricultural production.

Producing is good, but selling at the right price is necessary to ensure a return on investment. And for that, there are different types of contracts. At this level, the experience of the Liaison Committee Europe-Africa-Caribbean-Pacific (COLEACP) should inspire many. For professional networking, members' capacity building is important in order to improve the quality of agricultural products and better meet the market needs. Vision Paysanne offers you to go and explore this experience through an interview with Ms. Olga Kouassi from COLEACP. You can also read interviews with Mr. Mathias Aka N'Goan, Chairman of the Board of Directors of the National Association of Professional Agricultural Organizations in Côte d'Ivoire (ANOPACI); Mrs. Marie-Andrée Tall, Chairperson of the African Association of Producers and Exporters of food products (AAFEX); and Ousséni Ouédraogo, ROPPA Programme Officer who takes stock of the first edition of the Business Forum.

In the section devoted to them, actors evaluate, analyze their participation and make recommendations towards future editions.

Also in this issue, Babacar Ndao, UPA International Development Resident Expert from Quebec reflects on the development of strategic capacity of FOs by good governance. At the same time, during the ROPPA Board of Directors meeting, Nora McKeon addressed the ROPPA context and challenges in the global food system. We offer you his entire presentation.

Resolutely, Vision Paysanne is offered to you with the contents of diverse information and reflections on the agricultural and rural development. Read it and let us know your suggestions for improvement.

Djibo BAGNA.

Djibo BAGNA.



POINT DE VUE / POINT OF VIEW

- 06 Capacité des OP**
Un développement par la bonne gouvernance
Ability of OP
Development through good governance

DOSSIER / FOLDER

- 14 Forum des Organisations Paysannes**
- A l'heure du bilan
 - Pour un partenariat gagnant-gagnant
 - A l'heure du B to B
 - Les participants évaluent le forum
- Forum of Peasant Organizations**
- *At the balance sheet*
 - *For a partnership win-win*
 - *At the time of B to B*
 - *Participants evaluate the forum*

REPORTAGE / REPORT

- 18 Production et diffusion de semences**
Les paysans en ordre de bataille
Production and distribution of seeds
Farmers in battle

INTERVIEW / INTERVIEW

- 26 Ngoan Aka MATHIAS**
Le forum une initiative pour booster le partenariat producteurs – privés
Kalilou TRAORE
La Côte prête à épauler le ROPPA
Ngoan Aka MATHIAS
Forum an initiative to boost the producers partnership - private
Kalilou TRAORE
Côte ready to support ROPPA

VIE DES INSTITUTIONS / INSTITUTIONAL LIFE

- 32 Rencontre avec le Ministre de l'Agriculture du Niger**
La Plate Forme Paysanne du Niger présente ses actions et ses doléances
Meeting with the Minister of Agriculture of Niger
The Platform of Peasant Niger present its actions and complaints

ECHOS DU MONDE AGRICOLE
ECHOS OF THE AGRICULTURAL WORLD

- 36 Le système alimentaire mondial:**
contexte et défis actuels pour le ROPPA
The global food system: context and challenges for ROPPA



CAPACITÉ STRATÉGIQUE DES ORGANISATIONS PAYSANNES : UN DÉVELOPPEMENT PAR LA BONNE GOUVERNANCE

FR

DEVELOPPER LA CAPACITE STRATEGIQUE DES ORGANISATIONS PAYSANNES PAR LA BONNE GOUVERNANCE POUR UN MEILLEUR DEVENIR

Dans son Rapport annuel 2010, le Secrétaire général de l'UPA-DI, Monsieur André Beaudouin déclarait « aussitôt dit, aussi tôt au présent et presque déjà dans le passé ». L'avenir disait-il est donc derrière nous. C'est le devenir qui importe puisqu'il offre des perspectives que l'avenir ne nous offre pas forcément. Lequel devenir repose sur des processus permettant d'agir là où l'avenir n'est qu'une question de temps. En fait, le devenir est actif alors que l'avenir est passif. Et si vous en doutez, l'avenir nous le dira. « Ne devient pas qui veut », concluait-il.

C'est pourquoi, les Organisations Paysannes fournissent des efforts extraordinaires pour continuer d'exister et d'essayer de toujours s'inscrire dans la trajectoire de la performance en s'investissant chaque jour d'avantage dans la mise en place des espaces de dialogue autour de politiques agricoles en particulier et des politiques de développement en général ainsi que dans la mise en place de cadres dynamiques pour concourir à une meilleure gouvernance économique, pour un meilleur devenir. Elles s'investissent également chaque jour davantage dans la mise en place d'outils

pour un meilleur plan organisationnel et de gestion, pour un meilleur devenir.

A l'entame de ce même rapport, la question suivante est posée « Mais où est passé ce futur de l'avenir ? » L'avenir est certes à venir. L'avenir est sûrement à bâtir. L'avenir ne peut pas tolérer la fin pas plus que la faim qui, de toute façon, est le début de la fin. L'avenir est derrière nous, parce que les conditions pour permettre de maintenir et de développer l'agriculture familiale résident dans des leçons que nous pouvons tirer de l'histoire de cette agriculture. Leçons qui demeurent, au premier chef, dans les mains paysannes aussi bien au niveau des organisations que des personnes qui les composent.

A bien y réfléchir, ce n'est pas d'avenir qu'il est question, mais bien de devenir. D'autant plus que ce dernier n'est pas comme l'avenir, c'est à dire, comme certains le prétendent, écrit dans les lignes de la main. Non, il est plutôt entre les mains des femmes et des hommes et de leurs organisations qui le façonnent au quotidien. C'est ainsi qu'elles évoluent. C'est ainsi qu'ils évoluent.

La contribution qui suit, tente de montrer en quoi et comment les actions des OP avec leur type de gouvernance, leur a permis d'évoluer dans un sens ou dans un autre. C'est pourquoi, celles qui ont compris, celles qui ont cette

culture de bonne gouvernance, s'investissent chaque jour d'avantage dans la mise en place d'outils pour un meilleur cadre organisationnel et de gestion, pour un meilleur devenir.

UNE EVOLUTION DES ORGANISATIONS PAYSANNES EN AFRIQUE DE L'OUEST

Un rapide survol des mouvements paysans africains permet de caractériser les étapes qui ont marqué leur évolution. A ce titre le constat est vite fait de voir que ceux-ci ont été marqués du point de vue de leur méthode d'approche, de leur organisation et des stratégies qu'ils ont mises en place pour s'autogérer tant du point de vue de leur gouvernance qu'en ce qui concerne les aspects financiers.

Ainsi l'étude de l'évolution des OP nous a fourni au cours du temps des enseignements méthodologiques quant à leurs façons de faire pour un meilleur devenir.

Pour comprendre cette évolution somme toute positive, nous allons nous baser sur quelques orientations stratégiques prises, surtout ces dernières années. Comment ont-elles été mises en œuvre? Quelle est la consistance des avancées faites sur la base de ces orientations? Ces orientations étaient-elles pertinentes, le sont-elles encore aujourd'hui? Et éventuellement de se réorienter en conséquence pour un meilleur devenir aussi

bien en matière économique, politique et organisationnelle.

Toutes les exploitations familiales de ces producteurs sont connectées aux différents marchés locaux, transfrontaliers ou urbains. Ces marchés polarisent chacun dans son espace marchand plusieurs circuits de distribution des produits vivriers et manufacturés.

Point de convergence d'importants produits, ces marchés concentrent l'essentiel des transactions commerciales à partir de divers circuits partant aussi bien des zones de production ou des marchés de regroupement à l'intérieur des pays d'implantation que des pays voisins. Chacun d'eux dispose d'un réseau de marchés intégrés et interdépendants. Incontestablement, ces marchés constituent le socle de la complémentarité entre les pays côtiers et ceux du Sahel aux conditions agro écologiques différentes. Malheureusement, ces échanges ne profitent pas souvent ou peu aux petits producteurs qui représentent les véritables maillons de la chaîne.

Les producteurs tant au niveau individuel que de leurs exploitations, de leurs villages et des marchés où ils échangent ont d'énormes difficultés du fait d'un déficit de gouvernance en général et en particulier de gouvernance économique. En effet, la performance de ces marchés est entravée par de multiples disfonctionnements et défaillances relevant des stratégies des différents acteurs. Il en résulte des comportements pervers aggravés par l'impunité, le clientélisme ou les arrangements de toutes sortes au mépris des dispositions légales et réglementaires, toutes choses qui par ailleurs défavorisent les petits producteurs. Une meilleure gouvernance dans ce domaine s'avère dès lors plus que nécessaire. Il s'agit en fait d'une meilleure gouvernance économique.

Dans leur évolution historique, les associations créées dans le souci de soulager, sur le plan économique, les souffrances de ces paysans sont généralement défaillantes sur le plan politique et paralysées par des conflits de leadership et d'intérêts inavoués. La fragilisation des institutions à la base, se solde le plus souvent par une crise sur le plan organisationnel et de gestion imputable à la sous information ou la désinformation, l'analphabétisme, l'inexpérience des acteurs à la base.

L'instabilité née des crises successives finit par s'exacerber. L'organisation dégénère progressivement aux profits de quelques leaders émergents dont la seule ambition est de dominer les autres au sein d'une association inefficace et moribonde. Les petits producteurs vivent ainsi à l'intérieur d'un cercle infernal dans lequel leur devenir est parfois compromis par des querelles intestines qui débouchent sur l'individualisme.

L'ANGLE D'ATTAQUE

D'autres Organisations paysannes, d'origine

endogène, nées dans la bonne gouvernance ont pu évoluer sainement et devenir le fer de lance de ce vaste mouvement paysan national, sous régional, africain, voire mondial.

Aussi, plusieurs questions nous viennent à l'esprit. Qu'est ce que les Organisations paysannes d'origine endogène ont fait en matière d'activités économiques, politiques, organisationnelles et avec quelle forme de gouvernance, surtout financière. Quelle en est la consistance ? Quelle en est la pertinence ? En essayant d'examiner toutes ces questions, nous n'avons pas trouvé mieux que l'expérience de la Fédération des Organisations Non Gouvernementales du Sénégal (FONGS). Celle-ci qui fait partie des plus vieilles Organisations Paysannes de la sous région propose :

- Un appui à la transformation des systèmes de production à travers l'exploitation familiale qui touche au cœur de la question paysanne puisque ce sont ces systèmes de production qui posent problème ;

- Un appui à la promotion de l'entrepreneuriat rural, notamment féminin, qui répond à la nécessité de diversifier les activités dans une économie rurale où la part de la production agricole tend à diminuer ;

- Une mise en place et un développement d'un système de financement rural qui répond à une préoccupation directe du paysan : elle diminue sa dépendance, sécurise ses revenus et stimule ses initiatives ;

- Un positionnement des membres des OP dans les systèmes de décisions locaux et régionaux pour influencer la définition des politiques locales de développement et permet d'avoir accès à des leviers d'orientation et de décision sur lesquelles les associations paysannes n'avaient jusqu'à présent pas prise ;

- Un positionnement (à travers les plateformes nationales, le ROPPA, la PAFO) permettant de participer à la définition des politiques agricoles et qui est un positionnement stratégique permettant d'influencer la définition des cadres structurants qui vont déterminer l'avenir du monde rural

- Une influence sur la définition des programmes nationaux et l'appui aux associations pour accéder aux moyens de ces programmes constitue à la fois une chance et un risque pour le mouvement paysan. A ce niveau, la bonne gouvernance financière est incontournable. Il faut également noter que toutes ces activités sont fortement en synergie, ce qui leur donne une forte cohérence stratégique.

LA STRATÉGIE

Le mouvement paysan changé, le contexte aussi a changé avec une nouvelle stratification sociale du monde rural. En même temps que l'économie rurale se transforme en profondeur, l'identité paysanne est en train d'évoluer. Ce qui a pour conséquence la modification des façons

de faire des OP et l'émergence de nouvelles capacités. Il se pose dès lors la question de savoir qui en est le véritable bénéficiaire de tout cela et en quoi l'Organisation paysanne est-elle utile aujourd'hui.

Dès lors, cette situation vécue par le paysan interpelle les organisations paysannes à plus d'un titre : d'abord comment constituer une force, ensuite comment réaliser une mutation et conquérir une nouvelle légitimité et enfin et pas des moindres, comment développer une capacité de proposition, et celle d'anticipation. Ceci va t-il changer l'identité paysanne, doit elle changer cette identité et dans quel sens ? Comment ces évolutions seront-elles perçues ? Quelles sont et quelles seront les conséquences de ces activités pour tout le mouvement paysan (effets visés, conséquences imprévues) ? Saura t-on les maîtriser ? Saura t-on les valoriser ? Sur quelles pistes se concentrer maintenant et à l'avenir (en nous assurant qu'elles vont tirer l'ensemble de la stratégie).

Force est de reconnaître que les évaluations à caractère stratégique sont nouvelles pour la plupart des Organisations Paysannes. En effet, nous pouvons nous souvenir que le «développement de la capacité stratégique des organisations paysannes» constituait l'un des défis dans les années 90. Il en fut ainsi pour la FONGS qui tint en 1991 une table ronde dans ce sens.

Une prise de conscience des OP dans ce domaine avec comme résultante une faiblesse de leur capacité de propositions fut faite.. C'est ainsi qu'à partir de 1997 les OP au rang desquels la FONGS entreprirent les premiers exercices d'évaluation stratégique qui ont eu des conséquences positives sur la définition des orientations qui vont déboucher sur la constitution de l'actuel mouvement paysan sous régional et africain. Ainsi,

- les OP d'origine endogène ont commencé à assurer et à réaffirmer au cours du temps un leadership du mouvement paysan au niveau national, régional et africain. Ce qui s'est traduit par leur quasi présence aux différents niveaux de planification. Dans le même temps leurs louables efforts sont observés dans les différentes sphères de prise de décision et leurs argumentaires sont mieux considérés.

- les OP qui sont d'essence endogène, bien qu'étant désormais à tous les niveaux se sont recentrés sur les préoccupations de la base ont continué à placer au cœur de leur stratégie l'appui à la redynamisation des associations qui épousent en général un terroir. C'est ainsi que des cadres d'échanges formalisés sont mis en place à différents niveaux pour échanger sur le plan politique avec les décideurs politiques. Ce sont les cadres permanents de dialogue politique.

La redynamisation des associations de base constitue à n'en pas douter le début d'une bonne gouvernance. Cette bonne gouvernance qui consiste à rationaliser le

cadre institutionnel et organisationnel comme l'audit organisationnel des structures de l'OP ou à se doter d'un système d'évaluation des politiques mises en place par le CA. Cette bonne gouvernance, c'est également la promotion d'une approche de qualité comme une communication externe efficace, un système d'accueil efficace ou des cercles de qualité à tous les niveaux et dans les différentes divisions ou bureaux de même que des enquêtes d'opinion auprès des différents membres des OP à la base systématisées. Cette bonne Gouvernance s'est également traduite par une modernisation de la gestion des ressources humaines avec un cadre juridique et statutaire, une base de données sur les profils ainsi qu'une gestion de carrière améliorée en étroite relation avec une gestion de proximité et un système d'évaluation des performances. La bonne gouvernance inclut également la valorisation de cette ressource humaine avec une politique de rémunération et des séances de sensibilisation sur l'éthique. Des cadres propices au travail sont désormais visibles dans tous les pays de même que la communication interne est améliorée. Il faut ajouter à cela une promotion du dialogue

social, une promotion et une extension de la protection sociale et promouvoir les emplois en milieu rural.

Sur un tout autre plan, celui-là de la bonne gouvernance économique et financière, les OP, remobilisent de plus en plus les membres à la base autour de ce qui peut modifier concrètement leurs conditions de vie. Elles mobilisent de plus en plus, pour la création de richesses par l'appui financier à travers la création de Caisses d'épargne et de crédit et/ou l'intermédiation financière auprès des banques si ce n'est par la mise sur pied de leurs propres structures économiques (GIE familial, unités de transformation de produits locaux, coopératives pour des achats groupés ou de gestion de l'offre etc.)

Désormais, plusieurs d'entre ces OP, cherchent par un suivi régulier des entrées permettant de consolider du point de vue financier, leurs associations ou fédérations membres. Bon nombre d'entre ces fédérations ont développé la culture de rendre compte et ont intégré l'audit financier annuel dans leurs procédés, parfois avec des cabinets de niveau international.

Si dans les premières heures qui ont suivi

leurs naissances, de succulentes anecdotes sont racontées en ce qui concerne les premiers audits où certaines factures étaient tachées d'huile ou bien ne disposaient ni de cachets ni de signatures, il est à reconnaître qu'aujourd'hui, cela a fondamentalement changé. Ainsi en acceptant cet exercice, c'est tout un processus de validation, d'évaluation, à travers des bilans qui est mis en place.

Un grand leader d'une OP déclarait que « tout ce qui est fait dans ma fédération, est faite avec fierté, sans bruit, ni casse, ni douleur car on réfléchit ensemble, on agit ensemble, on évalue ensemble. C'est pourquoi, nous avons connu cinq renouvellements de Présidents entre 1980 et maintenant ; et dans la joie ».

Un imminent spécialiste de la comptabilité dans cette même OP de renchérir un jour que la gouvernance financière est la dernière étape de la gouvernance proprement dite. Des leaders paysans et autres autorités dans les OP ont souvent des heurts avec la comptabilité parce que la gouvernance en amont a fait défaut, avant de venir à ce niveau.

Ce dernier a reconnu que la comptabilité dans les O.P, telle qu'elle existe actuellement, sert plutôt à gérer des projets dans les O.P mais



elle n'est pas faite pour la promotion des O.P. Au niveau le plus bas de la stratification, plusieurs parmi ces OP cherchent désormais à se doter d'outils de suivi régulier des entrées permettant ainsi de se situer au niveau où se construit l'économie familiale, c'est à dire l'exploitation familiale.

Ces outils que j'ai dénommés Système d'Analyse Microéconomique de l'Exploitation (SAME ou garder le troupeau en langue Ouolof) où des bilans céréaliers, hydriques, fourragers, minéraux et financiers connus sous le vocable « Bilan simplifié ») sont utilisés pour suivre en conseillant les exploitations familiales autour d'une logique de production végétale/animale ;

Il va s'en dire que dans le cadre de la bonne gouvernance économique et financière, la première étape consiste au renforcement de la capacité stratégique. Suivent ensuite deux choses essentielles à savoir l'organisation institutionnelle du secteur des finances et de la comptabilité et la programmation et la gestion des dépenses (le contrôle des dépenses, la gestion et la coordination des aides extérieures, les statistiques et la promotion des activités économiques etc.)

Un cadre de dépenses à moyen terme, des budgets par objectifs bien clairs sont nécessaires, de même que des instruments de programmation et de suivi des dépenses rationalisés et rénovés (Guide méthodologiques en matière de programmation et de budgétisation, des instruments d'évaluation, des comités de sélection et surtout la formation des agents) doivent être mis en place. De la même manière, un bureau ou un agent outillé dans les domaines de la préparation, du contrôle et du suivi des projets et programmes est indispensable.

Au niveau de la Gestion des dépenses, la préparation du budget unifié ainsi qu'un suivi des dépenses orientées vers les résultats est souhaitable. Il en est de même pour ce qui est de l'élaboration d'un manuel complet de procédures et d'un plan comptable.

Au niveau du contrôle des dépenses, les circuits du contrôle doivent être raccourcis et simplifiés. La Gestion et la coordination des aides extérieures est nécessaire avec l'élaboration d'une stratégie de recherche de financement que les leaders doivent porter aussi. On ne cherche pas l'argent où on veut ! De la nécessaire prise en compte du Genre et l'inclusion sociale).

Les OP favorisent au sein des familles, par le Conseil, une entité de Gouvernance composée des différents genres et de classes d'âges ou Assemblée de maison ou familiale pour la prise de décision pour distribuer les Ressources, les Rôles, les Revenus mais surtout les Responsabilités (R4). C'est à ce niveau que s'administre le « bilan simplifié ». Il est tout aussi important sinon plus important car c'est le niveau politique.

Les OP favorisent aussi par l'appui au sein

des associations, la promotion des groupes porteurs de dynamisme : les femmes (actuellement présentes, mais marginalisées) et les jeunes (de moins en moins présents dans les associations à la base car ils sont déjà partis). Les Réseaux d'OP et les Organisations faitières accompagnent ces groupes en plus de formation, un appui aux activités économiques, politiques et organisationnelles.

Ces idées développées sous le vocable de (ASSACA ou Analyse, Sensibilisation, Suivi, Appui, Conseil, Accompagnement) vont trouver leur expression dans comment développer la capacité de prise en charge des OP pour des activités économiques (de production, de transformation, de commercialisation et de financement), pour des activités politiques et organisationnelles en vue d'améliorer les revenus et les conditions de vie des membres. Trois objectifs spécifiques concrétisent cet objectif global :

- développer les capacités des OP à entreprendre et à réaliser des activités productives génératrices de revenus (production, transformation, commercialisation, financement, assurances);

- renforcer les capacités des OP à développer des systèmes de production évitant des pénuries écologiques et garantissant une économie verte ;

- asseoir et élargir la place et l'influence des femmes et des jeunes dans les instances de décision et dans la gestion des activités de développement (politique et économique).

Ces quelques orientations que nous percevons depuis quelques années sont peut être pertinentes mais les seront-elles d'ici peu ? Notre dispositif institutionnel est-il adapté ?

Pour une reconversion progressive des services offerts

Les mutations notées au sein des OP se sont traduites par la mise en place de services à même d'accompagner des activités économiques et politiques au niveau des terroirs. Ces services ont permis à la base d'acquérir des aptitudes dans le domaine de la planification et de mettre en place des stratégies leur permettant d'influencer les décisions politiques à quelque niveau que ce soit.

L'accompagnement dans la bonne gouvernance des entrepreneurs ruraux se fera à travers des programmes de sensibilisation de ces entrepreneurs ruraux, avec des actions développées de formation et de diffusion des outils de management modernes (gestion de la qualité, planification stratégique, communication interne, mobilisation de ressources humaines), une modernisation des équipements pour une grande productivité et un appui aux financements. Ainsi il s'agira de travailler à :

- s'assurer que la dimension économique des OP fonctionne normalement. Pour se

faire la bonne gouvernance financière est fondamentale même si par ailleurs, l'Etat a la plus grande part de responsabilité en matière de bonne gouvernance économique avec le cadre et la législation qu'il se doit de mettre en place. Des entités économiques comme les unités de transformation des produits locaux, les institutions financières en milieu rural, les assurances, les coopératives etc. doivent, en partenariat, avec d'autres acteurs appartenir aux O.P.

- se donner les moyens de maîtriser la gestion de ces programmes aussi bien au niveau de la famille qu'au niveau national voire régional sans être en contradiction avec ses principes. Les points sensibles demeurent et restent la rigueur et l'efficacité dans la gestion surtout financière et la conservation de son identité

- rechercher de nouvelles formes de partenariat à tous les niveaux depuis les élus locaux, jusqu'aux autres acteurs du secteur privé, aux ONG au niveau Régional et dans les autres continents.

- travailler à développer les capacités de tous les acteurs en y intégrant la levée des obstacles liés à une prise en compte équilibrée des femmes dans la conduite de l'action pour un véritable progrès social et économique.

- développer de nouvelles capacités institutionnelles en mettant en place de des dispositifs d'Analyse, de Sensibilisation, de Suivi, d'Appui, de Conseil et d'Accompagnement pour une meilleure Gouvernance.

- développer les nouveaux métiers en ayant une vision beaucoup plus claire du rôle d'appui technique qui peut être joué au niveau central par rapport à la réalisation de la stratégie de l'OP ou des entrepreneurs ruraux. Il s'agira ainsi de travailler à la professionnalisation de tous les segments sans perdre de vue la base. Ainsi, il reste avéré qu'en matière de conseil, beaucoup de choses peuvent être dites ici et la réflexion se poursuivra tant que survivront les OP et qu'il sera question de leur meilleur devenir. Ainsi, l'analyse des systèmes agraires et des situations locales montre presque invariablement que les situations difficiles en milieu rural sont le plus souvent liées à des facteurs structurels (structures foncières trop petites, terres de mauvaise qualité, région enclavée,...) sur lesquels les OP n'ont que peu de moyens d'agir durablement. C'est pourquoi, il faut saluer les initiatives prises par les OP de faire du plaidoyer et du lobbying auprès de nos Etats et auprès d'autres acteurs pour enfin trouver des solutions à ces préalables structurels à travers un investissement massif. Pour se faire, il faut une OP forte avec une réelle capacité stratégique pour un meilleur devenir.

Babacar NDAO, Expert Résident, UPA Développement International, Québec



STRATEGIC CAPACITY OF FARMERS' ORGANIZATIONS: DEVELOPMENT THROUGH GOOD GOVERNANCE

EN

DEVELOP THE STRATEGIC CAPACITY OF FARMERS' ORGANIZATIONS BY GOOD GOVERNANCE FOR A BETTER FUTURE

In its Annual Report 2010, the Secretary General of the UPA-DI, Mr. André Beaudouin said «immediately said, immediately in the present and almost already in the past». He used to say that the future said is behind us. Please check what he said again Becoming is important because it offers opportunities that the future does not necessarily offer us. Which becoming is based on processes to act where the future is only a matter of time. In fact, becoming is active while the future is passive. And if you doubt, the future will enlighten us. «Does not become, he who wants», he concluded.

Therefore, farmers' organizations provide extraordinary efforts to continue to exist and try to always be part of the trajectory of the performance by investing more each day in the establishment of dialogue forums around specific agricultural policies and development policies in general and the implementation of dynamic frameworks in order to contribute to better economic governance for a better future. They also invest more everyday in the development of tools for better organizational and management plan for a better future.

At the start of the same report, the next

question is «But where is the becoming of the future? ». The future is certainly coming.

The future is likely to build. The future cannot tolerate the end, no more than hunger, which anyway, is the beginning of the end. The future is behind us, because the conditions to help us maintain and develop family agriculture lie in the lessons we can learn from the history of agriculture. Lessons that remain primarily in the hands of farmers and both at the level of organizations and people who compose them. On second thought, this is not a matter of the future, but becoming. Especially since it's not like the future, that is to say, as some claim, written in the lines of the hand. No, rather it is in the hands of women and men and their organizations that shape them everyday. This is how the organizations evolve. This is how men and women that compose these organizations evolve.

The following contribution tries to show why and how the Farmers's Organizations actions with their type of governance has enabled them to move in one direction or another. That is why those who understand, those who have this culture of good governance, invest everyday a bit more in the development of tools for better organizational and management framework, for a better future.

EVOLUTION OF FARMERS' ORGANIZATIONS IN WEST AFRICA

A quick overview of African farmers' movements can characterize milestones in their development. In this respect, the situation quickly reveals that they have been marked from by their method of approach, organization and strategies they have implemented to manage themselves both from in terms of governance and in terms of the financial aspects.

Therefore the study of the farmers' organizations evolution has provided us over time methodological lessons about their ways for a better future.

To understand this altogether positive evolution, we will rely on a few strategic guidelines, considered especially in recent years. How have they been implemented?

What is the consistency of the progress made on the basis of these guidelines? Were these guidelines relevant? Do they remain relevant today? And possibly reorientate accordingly for a better economic, political and organizational future.

All small-scale farms of these producers are connected to different cross-border or urban local markets. These markets polarize each in its market space, and several distribution channels of food and manufactured products.

Point of convergence of major products, these markets concentrate most of the business transactions from various circuits leaving both areas of production or aggregating markets within the countries and the neighbouring countries. Each has a network of integrated and interdependent markets.

Undoubtedly, these markets are the basis of complementarities between coastal countries and the Sahel to the different agro-ecological conditions. Unfortunately, these exchanges do not often benefit or less small-scale producers who represent actual links of the value chain. Producers both individually and on their farms, their villages and markets where they exchange are confronted to enormous difficulties due to a lack of governance in general and especially of economic governance. Indeed, the performance of these markets is hampered by multiple malfunctions and failures within the strategies of different stakeholders. This results in perverse behaviour aggravated by impunity, clientelism or arrangements of any kind in violation of laws and regulations, all of which further disadvantage small-scale producers. Better governance in this field is therefore more than necessary. It is actually a better economic governance.

In their historical evolution, associations created in order to alleviate, economically, the suffering of these farmers are generally deficient politically and paralyzed by leadership conflicts and ulterior interests. The weakening of institutions at the base, most often results in a crisis at organizational and management level due to lack of information or misinformation, illiteracy, inexperience of grassroots actors.

Instability generated by successive crises eventually exacerbate. The organization gradually degenerates at the advantage of some emerging leaders whose only ambition is to dominate others in an inefficient and moribund association. Small producers therefore live within a vicious circle in which their fate is sometimes compromised by infighting leading to individualism.

CORNERSTONE

Other grassroots farmers' organizations, created in the good governance have evolved healthily and become the spearhead of this vast national, sub-regional, African and even global Farmers' movement.

Also, several questions come to our mind.

What did grassroots farmers' organizations do in terms of economic, political, organizational activities and what form of governance, especially financial? What is the consistency? What is the relevance? Trying to EXAMINE all these issues, we have not found better than the experience of the Federation of Non-Governmental Organizations in Senegal (FONGS). This setting which is part of the oldest farmers' organizations in the subregion includes

- supporting the transformation of production systems through the small-scale farming,

which touches the heart of the farmers' issues since production systems are the core difficulties;

- supporting to the promotion of rural entrepreneurship, including women, who responds to the need to diversify the activities in a rural economy where the share of agricultural production tends to decrease;
- establishing and developing a rural finance system that responds to a direct concern of the farmer: it reduces its dependence, secures revenue and stimulates his initiatives;
- positioning members of farmers' organizations in local and regional decisionmaking systems to influence the definition of local development policies and provides access to the levers of policy and decision-making on which the farmers' associations had no power;
- positioning (through national platforms, ROPPA, PAFO) to participate in the definition of agricultural policies and which is a strategic positioning to influence the definition of the structural framework that will determine the future of the rural world
- influencing the definition of national programmes and support for associations for them to access resources for these programmes is both an opportunity and a risk for farmers' movement. At this level, good financial governance is essential. It should also be noted that all these activities are highly in synergy, which gives them a strong strategic coherence.

THE STRATEGY

The farmers' movement has changed; the context has also changed with a new social stratification in rural areas. While the rural economy is being deeply transformed, the rural identity is evolving. This has resulted into the modification of farmers' ways of doing things and the emergence of new capabilities. There then arises the question of who is the real beneficiary of all this and how the farmers'

ORGANIZATION IS USEFUL TODAY.

Therefore, this situation confronted by the farmers' organizations appeals in more ways than one: first how to be strength, then how to make a change and gain a new legitimacy and last but not least, how to develop a proposal capacity, and the anticipation. Will this change the farmers' identity? If yes in which sense? How will these developments be perceived? What are and what will be the consequences of these activities for all the farmers' movement (intended effects, unintended consequences)? Will they be mastered? Will they be valued? On which tracks to focus now and in the future (ensuring they will pull the whole strategy). It must be recognized that evaluations of a strategic nature are new to most of Farmers' Organizations. Indeed, we can remember that the «development of strategic capacity of farmer organizations» was one of the challenges in the 90s. So it was the case for

FONGS which held a roundtable in 1991 in this regard.

Awareness of Farmers' Organizations in this field with the consequence of weakening their ability of proposals was achieved... Therefore until 1997 the farmers' Organization among which FONGS, undertook the first strategic assessment exercises that had a positive impact on the definition of guidelines that will lead to the formation of the current regional and farmers' movement in Africa. Thus,

- Grassroots farmers' organizations began to reaffirm and ensure over time leadership of the farmers' movement at the national, regional and African level. Which resulted in their close presence at different levels of planning. At the same time their laudable efforts are observed in the different spheres of decision-making and their arguments are better considered.

- Farmers' organizations are from the grassroots, although now at all levels have refocused on the concerns of the grassroots continued to place at the heart of their strategy, the support to the revitalization of associations who adopt generally the region. Therefore, formalized exchanges frameworks are set up at different levels to discuss with political decision-makers. These are permanent frameworks for political dialogue.

Revitalization of grassroots associations constitutes undoubtedly the beginning of good governance. That good governance is to streamline the institutional and organizational framework and the organizational audit of farmers' organizations structures or to adopt a policy evaluation system implemented by the Board. Good governance is also promoting a quality approach as an efficient external communication, effective host system or quality circles at all levels and in different divisions or offices as well as systematized investigations of opinion among the various members of grassroots organizations.

That good governance has also led to a modernization of human resources management with legal and statutory framework, a database of profiles as well as career management improved closely with local management and performance evaluation system. Good governance also includes the value of this human resource with a remuneration policy and awareness sessions on ethics. Enabling frameworks at work are now visible in all countries as well as internal communication is improved. We must add to this the promotion of social dialogue, promotion and extension of social protection and promotion of rural employment.

At the level of good economic and financial governance, Farmers Organizations remobilize more members at the grassroots around what can actually change their living conditions. They mobilize more for the creation of wealth through financial support, through the establishment of savings and credit schemes and/or financial intermediation from

banks if not by the establishment of their own economic institutions (family Economic Interest Group, processing units of local products, cooperatives for bulk purchases or supply management etc...).

Now, many of these Farmers' Organizations are looking through regular monitoring of their incomes in order to consolidate the financial point of view, their associations or federations members. Many of these federations have developed a culture of accountability, and conducts annual financial audit in their processes, sometimes with international firms.

If in the first hours after their creation, interesting anecdotes are told regarding the first audits where some bills were stained with oil or had neither stamps nor signatures, it is to recognize that today, this situation has changed fundamentally. And accepting this exercise is a validation process, evaluation, through the statements that are established. A great leader of a Farmers' Organizations stated that «everything done in my federation is made with pride, without noise or breakage, or pain as we reflect together, we are together, we evaluate together. Therefore, we had five Chairmen renewals between 1980 and now,

and joyfully».

Prominent accounting specialist in the same Farmer' Organization went further one day stating that financial governance is the last step of governance itself. Farmers leaders and other authorities in the Farmers' Organizations often clashes with accounting issues because governance upstream failed, before coming to this level.

The latter acknowledged that the accounting in the Farmers' organizations, as it currently exists, rather serves to manage projects in the FOs but it is not made for the promotion of FOs.

At the lowest level, several of these FOs are now seeking to develop tools for regular monitoring of inputs and to be at the level where the family economy is built, ie the small-scale farming.

These tools I referred to as Microeconomic Operations Analysis System (SAME or keep the herd in Wolof language) where cereals, water, fodder crops, minerals and financial balance sheets, known under the term « Simplified balance sheet») are used to advise small scale farming around a logical crop/ livestock production

It comes that in the context of good economic

and financial governance; the first step is to strengthen the strategic capacity. Then come two essential things, namely the institutional organization of finance and accounting and programming and expenditure management (expenditure control, management and coordination of external aid statistics and the promotion of economic activities etc...)

A framework for medium-term expenditure, budgets by clear objectives are needed, as well as programming tools and streamlined and renovated expense tracking (Methodological Guide for programming and budgeting, assessment instruments, selection committees and especially staff training) should be implemented. Similarly, an office or agent equipped in the areas of preparation, control and monitoring of projects and programmes is essential.

At the expenditure management, preparation of a unified budget and expenditure results-oriented tracking is desirable. It is the same with regard to the development of a comprehensive procedures and an accounting manual.

In terms of expenditure control, the control procedures must be shortened and simplified. Management and coordination of external aid



is necessary to develop a strategy for funding research that leaders must carry along. You do not seek money wherever you want!

THE NEED TO MAINSTREAM GENDER AND SOCIAL INCLUSION.

FOs promote within families, by the Council, a Governance entity composed of different genders and age groups or Family or Households

for the decision making to distribute Resources, Roles, incomes, but especially responsibilities (R4). It is at this level that the «Simplified balance sheet» is important if not more important because it is the political level.

The FOs also promote the support within associations, promotion of dynamic support groups: women (currently present, but marginalized) and youth (less present in grassroots associations because they are already gone). Networks of FOs and umbrella organizations support these groups in addition to training, support for economic, political and organizational activities.

These ideas developed under the name of ASSACA (in english; Analysis, Awareness, Monitoring, Support, Advice, Coaching) will reflect on how to develop the capacity of FOs to support members for economic activities (production, processing, marketing and funding), for political and organizational activities in order to improve their income and living conditions. Three specific objectives materialize this overall objective:

- develop the capacity of Fos to undertake and carry out productive income generating activities (production, processing, marketing, finance, insurance);
- build the capacity of FOs to develop production systems avoiding ecological scarcities and ensuring a green economy;
- set up and expand the role and influence of

women and youth in decision-making and the management development activities (political and economic).

These few guidelines that we perceive the past few years may be relevant but will they remain relevant soon? Is our institutional arrangement suitable?

FOR A GRADUAL CONVERSION OF PROVIDED SERVICES

The changes noted in the FOs resulted in the establishment of services likely to support economic and political activities in the lands. These services have enable the grassroots to develop skills in the field of planning and implementing strategies to influence political decisions at any level.

Good governance support for rural entrepreneurs will be through outreach programmes of these rural entrepreneurs with actions developed on training and dissemination of modern management tools (quality management, strategic planning, internal communication, human resources mobilization), a modernization of equipment for high productivity and support for funding. So it will work to:

- Ensure that the economic dimension of FOs operate normally. To this regard, making good financial governance is essential, even if otherwise, the government has the largest share of responsibility for the economic governance framework and legislation that must be implemented. Economic entities as units of processing of local products, rural financial institutions, insurance companies, cooperatives etc... should, in partnership with other actors adhere to FOs
- Provide the means to control the management of these programmes both at the family level and at regional national level without being inconsistent with its principles. Sensitive

issues remain the rigour and effectiveness especially in financial management and the preservation of its identity

- Search for new forms of partnership at all levels from local elected officials, to others in the private sector, NGOs at the Regional level and in other continents.

- Work to develop the capacity of all stakeholders by incorporating the lifting of barriers to balanced consideration of women in the conduct of the action for a true social and economic progress.

- Develop new institutional capacities by setting up devices of Analysis, Awareness, Monitoring, Support, Advise and Coaching for better governance.

- Develop new businesses by having a much clearer vision of the technical support role that can be played centrally in relation to the implementation of the strategy of the FOs or rural entrepreneurs. It will work well in the professionalization of all segments without losing sight of the grassroots.

Therefore, it is noted that in advising, many things can be said here and reflection will continue as long as the FOs will survive and it will be a question of their better future.

That way, the analysis of farming systems and local situations almost invariably shows that the difficult situations in rural areas are often related to structural factors (too small land structures, poor land, landlocked region...) on which the FOs which have little means to act sustainably. That is why we must welcome the initiatives undertaken by the FOs to advocate and lobby towards our governments and with other actors to finally find solutions to these structural prerequisites through massive investments. To do this, we need strong Farmers Organizations with a real strategic capability for a better future.

Babacar NDAO, Resident Expert, UPA
International Development, Quebec





FORUM DES AFFAIRES DES ORGANISATIONS PAYSANNES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

L'HEURE DU BILAN...

FR

Ousséni Ouédraogo est chargé de programme Principal Politique Agricole et Commerce au secrétariat exécutif du ROPPA. Cheville ouvrière de la première édition du forum des affaires, M. Ouédraogo dans cet entretien, revient sur le déroulement des activités, fait le bilan des discussions thématiques, des rencontres B to B et de l'exposition-vente. Il aborde également la suite du processus. Lisez plutôt

En Octobre 2013, s'est tenue à Abidjan la première édition du forum des affaires des organisations paysannes ? Qu'est-ce que c'est exactement ? Et quelles sont les différentes activités menées lors de ce forum ?

Je voudrais tout d'abord, au nom du Conseil d'Administration du ROPPA, profiter de cette opportunité que vous nous offrez, pour réitérer nos sincères remerciements à tous les réseaux d'acteurs du secteur privé qui ont développé un très bon partenariat avec le ROPPA pour la mise en œuvre de cette initiative. Il s'agit notamment de l'AAFEX, FAPAO, réseaux des chambres de commerce d'Afrique de l'Ouest, du réseau des manufacturiers d'Afrique de l'Ouest. Il nous plaît également de remercier tous les partenaires qui ont cru et soutenu cette initiative, à savoir le CTA, GroWAfrica, AGRA, le COLEACP et bien entendu les autorités ivoiriennes.

Le ROPPA s'est engagé depuis 2010 à renforcer les services économiques des OP au profit des exploitations familiales. C'est un engagement de la 5ème convention du réseau. Le forum des affaires des OP d'Afrique est une des actions possibles au niveau régional pour faciliter l'accès des OP à des services économiques. Ce forum vise à développer et promouvoir des relations commerciales structurées entre les Organisations Paysannes (OP) et les acteurs du secteur privé marchand en vue de contribuer à un accroissement du commerce des produits alimentaires et agroalimentaires dans la région. Il s'agit par là aussi de favoriser l'instaurer d'un climat de confiance entre les

OP et ces acteurs du secteur privé et d'assurer une bonne redistribution des marges réalisées dans les chaînes de valeur au profit de tous les acteurs. Tout cela est nécessaire pour assurer véritablement des emplois stables au niveau de l'agriculture familiale et des revenus qui permettent aux paysans et producteurs agricoles de vivre dignement de leurs métiers. Vous savez, l'environnement des affaires en Afrique de l'Ouest, a connu ces 10 dernières années des évolutions favorables même s'il existe toujours quelques contraintes et les OP doivent largement en profiter pour la commercialisation des productions des exploitations familiales. Le ROPPA à travers ses actions de plaidoyer, a également contribué à faire évoluer cet environnement des affaires. De quoi s'agit-il au juste. Nous évoquons voulons évoquer ici les réformes institutionnelles, les mesures et programmes mis en œuvre par les institutions régionales depuis le début des années 2000. De nombreux programmes et mesures sur les intrants et autres facteurs de production et les progrès technologiques ont contribué à accroître l'offre de production agricole et agroalimentaire et son adaptation à la demande. Si l'on croit aux statistiques, on note une croissance dans plusieurs filières ces dix dernières années. De nombreuses initiatives ont été mis en œuvre conjointement par l'UEMOA et la CEDEAO pour assurer la libre circulation et faciliter le commerce des produits agricoles et agroalimentaires entre les pays de la région. La mise en place d'un TEC au niveau de la CEDEAO avec une 5ème bande à 35%, contrairement au

TEC qui était appliqué uniquement au niveau de l'UEMOA à 4 bandes tarifaires, offre un potentiel pour améliorer le commerce régional.

Il y a ces avancées, mais on a fait le constat que les Organisations Paysannes (OP), n'en profitent pas beaucoup. L'intérêt du forum des affaires est justement de faire en sorte que les paysans profitent largement de l'amélioration de l'environnement des affaires pour mieux vendre leurs productions. Et pour ce faire, il est important de s'appuyer aussi sur d'autres acteurs qui travaillent dans les filières et dont le métier est de commercialiser. Il est également question de développer et promouvoir des relations de partenariats commerciaux avec sur ceux qui font de la transformation agroalimentaire. C'est cela l'objectif du forum des affaires. La 1ère édition du forum des affaires des Op d'Afrique de l'Ouest qui s'est tenue en octobre dernier à Abidjan, en Côte d'Ivoire, avait trois espaces. Premièrement, l'espace principal, appelé espace B to B à travers lequel 100 rendez vous d'affaires ont été organisés entre des acteurs du secteur privé qui ont des demandes de produits agricoles et des OP qui ont des offres concernant ces produits. C'est sur la base de la demande et des offres potentielles que la sélection des OP et des acteurs du secteur privé a été faite. Ceci à l'aide d'un logiciel qui a permis d'organiser les rendez-vous d'affaires. Le deuxième espace a concerné les réflexions thématiques sur des questions qui concernent l'environnement des affaires car en dépit de l'amélioration de cet environnement ci-dessus évoqué, des défis

demeurent. Les discussions menées visaient à définir des actions communes entre le ROPPA et l'ensemble des acteurs du secteur privé pour développer des plaidoyers et/ou des actions visant à améliorer davantage leurs relations d'affaires. Enfin, il y a eu un troisième espace qui était l'exposition vente. Cet espace a permis de poursuivre, en dehors des deux premiers espaces, les échanges entre les producteurs et le secteur privé notamment ceux impliqués dans la transformation agroalimentaire. C'est un espace ouvert qui visait aussi à vendre des produits aux participants et visiteurs de passage.

Juste avant le forum, on a organisé avec l'appui du CTA une session de formation sur l'agriculture contractuelle et la préparation des rendez vous B2B au profit de 35 représentants d'OP.

Quel bilan peut-on faire des discussions menées lors des panels et des rencontres B to B tenues à l'occasion du forum des affaires ?

On a pu organiser une centaine de rendez-vous et pour un début, c'est important. Plusieurs produits sont concernées par ces rendez et les intentions de partenariats : mil, sésame, soja, arachide, petits ruminants, ananas, bissap etc. Il y a eu des acteurs du secteur du privé venu de l'Afrique centrale. Nous sommes sortis des 100 rendez d'affaires avec quasiment des intentions de partenariats issues de l'ensemble de ces rendez vous..

Cependant, il faut accompagner ces intentions pour qu'elles puissent se concrétiser. C'est pourquoi nous sommes en train de mettre en place un système de suivi pour que l'engouement suscité ne retombe pas.

Sur les discussions thématiques, les communications introductives et les échanges ont été très riches. Malheureusement les conclusions n'ont pas abouti à des actions communes entre les OP et les acteurs du secteur privé. Ceci est entre autres lié aussi à des questions de préparation. En ce qui concerne les expositions ventes, on n'a pas eu suffisamment de temps et de ressources pour mobiliser des acteurs venant d'autres pays, en dehors de la Côte d'Ivoire. L'objectif du forum n'est la commercialisation directe. Ce n'est pas une foire commerciale. En outre même si on voulait le faire ce n'était pas évident en termes de transport à assurer.

Est-ce que les objectifs sont atteints ? Pourquoi ? Etes-vous satisfaits des résultats ?

Les objectifs sont largement atteints parce que le plus important c'est d'avoir pu tenir cette activité et surtout en partenariat avec les réseaux des acteurs du secteur privé marchand. Quand on a rencontré le secteur privé, ils ont dit « mais on n'attendait pas ça du ROPPA. C'est important et on est fier de voir le ROPPA s'engager à mobiliser les OP pour travailler avec nous pour accroître le commerce régional des produits agricoles ». Il y a plusieurs réseaux qui sont dans la dynamique : le réseau ouest africain du patronat ; le réseau ouest africain des manufacturiers ; l'association africaine de promotion des exportations et de la transformation agroalimentaire et le réseau ouest africain des chambres de commerce. Tous ces réseaux se sont engagés dans le comité de pilotage, ont payé leur participation au forum. Le réseau ouest africain du patronat en plus de la participation de ces membres, a pris en charge (à hauteur de 4 millions de FCFA) le déjeuner des participants pendant deux jours. Il y a une

relation effective avec le secteur privé et c'est la première fois qu'une OP arrive à ce niveau de contact et de relation. Un élan nouveau de relations entre les OP et les acteurs du secteur privé est ainsi enclenché pour permettre aux acteurs du secteur privé et aux OP de travailler en toute confiance et la main dans la main. Ce qui permettra d'accroître le commerce intra régional des produits alimentaires et agroalimentaires. Maintenant, il faut approfondir cela. Ce nouvel élan de partenariat entre les OP et les acteurs du secteur privé marchand s'est traduit aussi par la signature d'un accord de collaboration entre nous le ROPPA et AAFEX. Il y a eu la mobilisation et l'engagement du secteur privé pour réaliser le forum. Autre élément important à noter : les OP, qui ont l'habitude d'accéder gratuitement à ce genre d'évènement ont payé leur participation au forum. Il est évident qu'elles étaient motivées véritablement par la possibilité de pouvoir faire des affaires. Elles sont prêtes à payer si cela leur permet d'accéder à des marchés rémunérateurs pour leurs productions. On pense pouvoir approfondir cette démarche car ça permet d'éclaircir les rapports. Ceux qui viennent au forum des affaires, ce sont ceux qui ont des offres à faire et qui sont dans une logique de développement d'affaires. Quand tu paies 300 000 F CFA pour prendre part à un forum, ce n'est pas pour te balader. C'est une démarche de responsabilisation des OP pour rentabiliser ce qu'elles font. Ce sont là quelques éléments de succès. Nous nous sommes rendus compte du besoin du secteur privé marchand en ce qui concerne le renforcement du partenariat avec les OP et toutes les possibilités qui existent pour la commercialisation des productions des exploitations familiales. Pour la prochaine édition, on va essayer de consolider cela, d'approfondir le ciblage des participants avec la mise en place d'un dispositif de suivi des intentions de partenariat. On prendra les dispositions pour avoir cet outil avant même le début de la deuxième édition. L'autre élément est l'engagement d'un certain nombre de partenaires tels que le CTA, AGRA, GROAW AFRICA qui ont approuvé cette initiative et qui ont montré un intérêt à continuer à la soutenir. A cinq mois du forum, ils nous ont dit « non ce n'est pas possible, ils ne vont jamais arriver ». Mais en fin de compte, on a pu le faire et ces partenaires sont également satisfaits pour cela.

Enfin, il est important de commencer très tôt les activités de préparation du forum, notamment l'identification et la préparation des acteurs, la mobilisation des soutiens...

Enfin, il faut une bonne appropriation des responsables compétents des plateformes nationales (élus et équipes techniques) qui doivent assurer la promotion du forum et le cibler des acteurs selon les critères de sélection dans les différents pays.

Quelles sont les principales leçons que l'on peut tirer de cette édition du forum des affaires ?

On retient de cette 1ère édition que le forum est véritablement un des moyens probants pour renforcer l'accès des OP à des services économiques, notamment la commercialisation des productions des exploitations familiales. Le second enseignement que nous avons retenus est que le forum serait très bénéfique s'il y a un meilleur ciblage des OP et des acteurs du secteur privé qui ont des offres et des demandes. Un troisième enseignement est la nécessité d'impliquer les acteurs qui soutiennent la

production. Je veux parler des équipementiers, de ceux qui vendent de la semence et des engrais. On s'est focalisé dans cette 1ère édition sur les OP qui ont des offres de production et des acteurs du secteur privé qui ont des demandes de produits agricoles. Au forum, il y avait un seul équipementier. Cependant, si un transformateur de produits agricoles demande des produits de qualité, ce sont ceux-là qui fournissent de la semence et des équipements qui peuvent aider à avoir la qualité. Il faut qu'on arrive à intégrer l'ensemble des acteurs concernés : les conseils juridiques, ceux qui travaillent dans la logistique etc. Les services financiers doivent également être impliqués pour soutenir l'action. Si vous avez un contrat sérieux avec un volume donné, il est possible d'avoir un crédit bancaire et il faut pouvoir identifier les institutions qui peuvent financer ce genre d'initiative. Autre élément, il faut médiatiser et diffuser largement le forum. C'est un élément qui a été limite. On a fait une conférence de presse et publier des messages sur des sites, mais ce n'est pas suffisant. C'est vrai que ce n'est pas une foire, mais ce serait bien d'avoir un espace vente ou de jeux qui mobilise les gens. Il ne faut pas que ça se limite seulement à ceux qui sont là pour faire du business. Pour les prochaines fois, il faudra faire preuve d'innovation à travers des conférences publiques sur le plan régional avec un public multi-acteur. Pour cette édition, on a essayé de mobiliser les politiques, mais leur niveau de participation a été faible. Il faut travailler davantage à mobiliser les décideurs politiques au niveau national et régional sur des thématiques liées au commerce. Au niveau du pays qui abrite le forum il s'avère important de mettre également en place un comité national de pilotage qui reflète le comité de pilotage régional, c'est-à-dire qui intègre les réseaux d'OP, des acteurs du secteur privé marchand et les services compétents de l'administration publique.

Quelles sont les suites à donner à cette première édition du forum des affaires ?

Nous sommes régulièrement en contact avec les OP qui ont participé au forum et qui ont établi des contacts avec des opérateurs économiques. Nous avons signé un accord avec l'AAFEX (Association africaine pour la promotion de l'exportation) qui assure le suivi du côté des entrepreneurs. C'est avec l'AAFEX que l'outil de suivi du forum va être élaboré. Il s'agit de mettre en place une démarche de proximité. Du côté des OP, le dispositif permettra de faire la situation des stocks, de voir comment transporter les produits vers les acheteurs. L'appui permettra d'affiner les offres notamment en matière de fixation des prix. En même temps, on a lancé la préparation de la deuxième édition et on a déjà arrêté une période : ce sera dans la première semaine du mois d'octobre 2014 à Accra au Ghana. On a commencé par le biais de la plateforme du Ghana, des contacts de l'ensemble des acteurs de la société civile et les autorités politiques. Sur le plan logistique, des dispositions sont en train d'être prises pour éviter les insuffisances du forum à Abidjan (lieu exigu, coût élevé des stands). Peut-être que si on s'y prend plus tôt, on aura un endroit plus spacieux et relativement moins cher. Donc, ce travail a commencé. Dans la 1ère quinzaine du mois de mai, le comité de pilotage se rendra à Accra pour voir l'état de préparation avec l'ensemble des organisations et mettre en place un comité national de pilotage qui associe d'autres acteurs au-delà de la plateforme nationale. ■



BUSINESS FORUM OF FARMERS' ORGANIZATIONS IN WEST AFRICA

THE HOUR OF STOCK TAKING...

EN

Ousséni Ouedraogo is the Principal Agricultural Policy and Trade Programmes Officer at the Executive Secretariat of ROPPA. Linchpin of the first edition of the Business Forum, Mr. Ouedraogo in this interview, talks about the progress of the activities, takes stock of the thematic discussions, B to B meetings and exhibition-sales. He also discusses about the next stage of the process. Read more.

In October 2013, Abidjan hosted the inaugural business forum of farmers' organizations. What exactly is this forum about? And what were the different activities at the forum?

The Business Forum is a ROPPA initiative to promote productive relationships among farmers' organizations (FOs) and the private sector in order to improve trade in food and food products in the region. You know, like they say, the business environment in West Africa has improved a bit. There is also a shift in the regional integration process. Difficulties do exist, but there is involvement. For instance,

the existence of a number of institutional changes in ECOWAS agricultural policy, ECOWAP and the UEMOA (PAU) that develop programmes to support increased production supply. If we believe the statistics, there is a growth in several sectors over the past decade. Therefore, the environment improves and ROPPA has greatly contributed to this through advocacy. For example, we could stand up for a common external tariff (CET), which protects much better compared to the old TEC which was that of the WAEMU. You know that the WAEMU CET was four bands and ceiling

of 20%. This means that the best product of our protected area was taxed at 20%. With the new rate of ECOWAS, there is a fifth band at 35%. The business world is getting much better and ROPPA has greatly contributed to this. But it was a fact that ROPPA members, that is to say, farmers' organizations (FOs), do not benefit much. The interest of the business forum is precisely to ensure that farmers benefit greatly from the improvement of the business environment in order to sell their products. And to do this, it is important to rely also on other actors working in the industry

and whose job is to market. It is also about relying on those who process food and build business relationships with them. That is the objective of the business forum. It is a forum which had three spaces. First, the main phase, called phase B to B where we tried to identify a number of private sector stakeholders who have demands for agricultural products. In view of the demands, we tried to discuss the identify FOs that meet the requirements. It is on this basis that the selection of FOs and the private sector had been made. Using a software, we set an appointment so that they could talk. The second phase is related to thematic reflections because in spite of the improvement of the institutional environment, challenges remain. The discussions should lead to joint actions between ROPPA and all private sector actors to develop advocacy and actions to further improve the business environment. The exhibition and sale was the third phase. This phase enabled exchanges between producers, the private sector, especially those involved in food processing. It was an open phase that also aimed at selling products to the customers.

What can we conclude from panels discussions and B to B meetings held during the business forum?

We were able to organize a hundred appointments and for a start, it's important. We went out with intentions of collaborations but we must support these intentions so that they can be realized. That is why we are putting in place a monitoring system for the excitement not to drop.

We started late the forum's preparations, but we have undertaken the challenge of the organization. On thematic discussions, exchanges and introductory presentations were very edifying although the findings have not resulted in joint actions between FOs and private sector actors. Regarding the exhibition-sales, we did not have enough time to mobilize the people who were bringing the products because it required resources that we did not have. It was easier for the participants of Ivory Coast, but telling Burkina Faso or Guinean to bring their products, transport charges will be another burden for farmers. These are the limits that we have noted. But just before the forum, was a training session which focused on contracting to prepare B to B meetings. This training was attended by 35 participants who benefited from this capacity building.

Are the objectives achieved? Why? Are you satisfied with the results?

Objectives are achieved because the most important thing is the linking between the private sector and the FOs so that they work together to better increase the food and food products marketing. From this point of view, there were a hundred partnership intentions, there has been an agreement between us and ROPPA a combination of food processing units

and a partnership agreement was signed. There was the mobilization and involvement of the private sector to the forum. When we met with the private sector, they said, «but we were not expecting that from ROPPA. This is important and we are proud to see ROPPA's commitment to mobilize the FOs to work with us to increase regional trade in agricultural products». There are several networks that are interested in the dynamics: the West African Network of Employers and the West African network of manufacturers, the African Association for the promotion of exports and food processing and West African network of chambers of commerce. All these networks are involved in the steering committee, have paid their participation to the forum. The West African network of employers in addition to the participation of these members listed, supported (up to 4 million FCFA) to support participants for two days. There was effective relationship with the private sector and this is the first time that FOs got to that level of contact and relationship. Now we need to deepen it. Another important element to note: the FOs, who used to have free access to this type of meeting, paid for their participation in the forum. FOs have understood that to do business, you have to pay. This approach can be deepened because it enables us to clarify the reports. Those who come to the business forum are those who have offers to present and who are in a logic of business development. When you pay 300,000 CFA to participate in a forum, this is not to ride you. It is a process of FOs empowerment to recover what they do. These are some elements of success. For the next edition, we will try to strengthen it, deepen targeting in the selection of participants with the establishment of a partnership intentions monitoring. We will make everything possible to have this tool even before the beginning of the second edition. The other element is the commitment of a number of partners such as CTA, AGRA, GROAW AFRICA who thought it was an interesting initiative. At five months of the forum, they said «no, this is not possible, they will never happen». But ultimately, it was possible to achieve this and these partners are satisfied.

What are the main lessons that can be learned from this edition of the Business Forum?

ROPPA committed since 2010 to develop economic services for the FOs. It is a commitment of the ROPPA convention meeting and the Business Forum is an initiative resulting from this agreement. The forum is a means to develop economic services for the OP and to ensure access of family farms to regional markets. This is the first lesson to be learned. The second is that the forum would be very beneficial if there is a better FOs targeting, the private sector who have demands. Third element, there are stakeholders who have not been strongly represented: those who support

the production. Thirdly, those who sell the seed and fertilizer. We worked only with FOs selling production and people who want to buy for export or processing. At the forum, there was only one supplier, the actors of the value chain were not present. If a processor demands quality products, they are the ones who provide the seed, and equipment that can help them have quality. We have to integrate all stakeholders: legal advice, those working in logistics, etc.. Financial services should also be involved to support the action. If you have a serious contract with a given volume, it is possible to get a bank loan and must be able to identify institutions that can support this kind of initiative. Another element must popularize and disseminate widely the forum. This is an element that has failed. There was a press conference and messages posting on websites, but this is not enough. It is true that it is not fair, but it would be nice to have a sale or games that mobilize people spread information. It is not necessary that it is limited only to those who are there to do business. For the next time, it will be innovative through public lectures at the regional level with a multi-stakeholder public. For this edition, we tried to mobilize political leaders, but the level of participation in Côte d'Ivoire was low. More work is needed to mobilize policy makers at national and regional level on topics related to trade.

What are the follow-up to this first edition of the Business Forum?

We are in regular contact with the FOs who participated in the forum and have established contacts with traders. We signed an agreement with AAFEX (African Association for the Exports Promotion) who monitors the entrepreneurs' side. It is with AAFEX that the forum monitoring will be developed. This is to establish a local approach. As for the FOs, the tool will enable to take stock, see how to transport products to the buyers. The support will enable to refine the deals especially with regard to pricing. Regarding the private sector, it is a question of reviewing the factors and conditions that can actually enable FOs to monetize their products. This process is ongoing. At the same time, we launched the preparation of the second edition and has already fixed the date: it will be in the first week of October 2014 in Accra, Ghana. We started through the platform of Ghana, contacts of all the civil society actors and political authorities. Logistically, arrangements are being taken to avoid the shortcomings of the Abidjan forum (venue very narrow, high cost of booths). Maybe if we decide it earlier, we will have more space and relatively cheaper place. Therefore, this work has begun. In early April, the steering committee will visit Accra to see the readiness with all organizations and establish a national steering committee that involves other actors beyond the national platform. ■



FORUM DES AFFAIRES DES ORGANISATIONS PAYSANNES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Les participants au forum en compagnie des officiels lors de la cérémonie d'ouverture

POUR UN PARTENARIAT GAGNANT-GAGNANT ENTRE ORGANISATIONS PAYSANNES ET SECTEUR PRIVÉ

FR

Du 29 au 31 octobre 2013 s'est tenu à Abidjan en Côte d'Ivoire la toute première édition du Forum des affaires des organisations paysannes de l'Afrique de l'Ouest. Organisé par le Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), ce forum marque un moment important dans la vie du réseau : celui d'une plus grande implication dans la recherche de marchés potentiels pour ses membres au-delà des actions de plaidoyers et de lobbying menées en direction des politiques.

« **A** kwaaba! ». Par ce petit mot, Mathias Aka N'Goan, Président du Conseil d'administration du de l'ANOPACI (Association nationale des professionnels agricoles de Côte d'Ivoire) et vice-président du ROPPA souhaite la bienvenue aux participants de la 1ère édition du forum des affaires des organisations paysannes de l'Afrique de l'Ouest. Sous le thème « **Partenariat Organisations Paysannes et autres acteurs du secteur privé pour une Afrique nourricière** », ce forum de l'avis de M. Goan vise à « **créer un espace d'échanges entre producteurs agricoles et autres opérateurs économiques de l'espace CEDEAO afin d'offrir des opportunités d'affaires ; de créer des emplois et des revenus agricoles stables et de contribuer à la sécurité alimentaire recherchée par la CEDEAO et l'UEMOA** ». Co-organisé par trois pays membres (Côte d'Ivoire, Ghana,

Guinée) sous l'égide du ROPPA, ce forum a réuni environ 100 personnes venant d'horizons divers et issues de plusieurs organisations. Membres du ROPPA, acteurs du secteur de l'industrie et des unités semi industrielles de transformation agroalimentaire, chambres de commerce de l'industrie, association d'exportateurs, partenaires institutionnels (CTA, AAFEX, COLEACP) se sont penchés trois jours durant sur les thématiques suivantes : rôle et place des OP et du secteur privé dans la production et la diffusion des semences améliorées ; défis de la contractualisation entre OP et secteur privé pour la commercialisation des produits agricoles et agroalimentaires y compris les cas de réussites en la matière ; et les enseignements et leçons tirés des expériences en matière de concertation en Afrique de l'Ouest. Pour El hadj Abdoulaye Diack, directeur de l'AAFEX (Association

Afrique Agro Export) « **ce forum a un caractère historique dans la mesure où il interpelle également les pouvoirs publics de nos différents gouvernements à réfléchir davantage sur le rôle de la transformation agro-alimentaire dans le développement de l'agriculture dans les différents pays** ». « **Nous avons bon espoir également que ce forum, à travers les échanges qui sont faits entre les différents acteurs permettra aux producteurs agricoles de réaliser l'importance d'avoir des partenaires dans le secteur privé sur qui ils peuvent compter pour aller ensemble vers le développement de l'agriculture** » poursuit-il. Dans le domaine, même si certains résultats sont appréciables, il convient de signaler que le bilan de la valorisation de la production et des efforts dans le développement des chaînes de valeur reste globalement mitigé. L'impact des initiatives de commercialisation de la production sur les revenus agricoles,

les emplois et la sécurité alimentaire est en deçà des objectifs escomptés. Des efforts cependant qui commencent à produire des résultats intéressants si l'on en croit ces paroles de El hadj Abdoulaye Diack sur le partenariat ROPPA-AAFEX « Nous avons un partenariat commercial pour le développement des affaires entre les organisations paysannes et producteurs et des entreprises agro-

alimentaires en général. Le ROPPA et l'AAFEX ont travaillé pendant plusieurs mois à la mise en place d'un système, à la mise en place de modalités aptes pour permettre un croisement entre les demandes des opérateurs du secteur privé et l'offre des producteurs agricoles et nous espérons que ce forum permettra de nouer des relations commerciales durables et bénéfiques pour les deux parties. Mais au-delà

de ce partenariat commercial, il y a un autre partenariat non moins important qui est un partenariat stratégique et institutionnel entre nos deux organisations que nous pouvons d'ores et déjà considérer comme des organisations sœurs ». Des paroles réconfortantes et une dynamique déjà en marche pour un partenariat fructueux entre organisations paysannes et secteur privé. ■



Signature de convention entre le ROPPA et l'AAFEX, tout un signal fort pour le partenariat secteur privé et organisations paysannes

FOR A WIN-WIN PARTNERSHIP BETWEEN FARMERS' ORGANIZATIONS AND PRIVATE SECTOR

FOR A WIN-WIN PARTNERSHIP BETWEEN FARMERS' ORGANIZATIONS AND PRIVATE SECTOR

EN

From 29th to 31st October 2013, the ever first Business Forum of West African Farmers' Organizations was held in Abidjan, Côte d'Ivoire. Organized by the West African Network of Farmers and Producers Organizations (ROPPA), this forum is a landmark in the life of the network: the greater involvement in the search for potential markets for its members beyond advocacy and lobbying actions undertaken towards policy-makers.

«**A**kwaaba!». By this small word, Mathias Aka N'Goan, Chairman of Board of Directors of ANOPACI (National Association of Agricultural Professionals of Ivory Coast) and Vice Chairman of ROPPA welcomed the participants of the first edition of Business Forum of West African Farmers Organizations. Under the theme «**Partnership between Farmers Organizations and other private sector actors for Mother Africa**», this forum according to Mr N'Goan aims at «**creating a space for exchanges between agricultural producers and other economic stakeholders in ECOWAS to provide business opportunities, create jobs and stable farm incomes and contribute to food security sought by ECOWAS and WAEMU**». Co-organized by three countries (Ivory Coast, Ghana, Guinea) under the leadership of ROPPA, this forum was attended by about 100 people from various organizations and from several horizons. ROPPA members, stakeholders from industrial and semi-industrial food processing backgrounds, chambers of commerce, industrials, exporters association, institutional partners (CTA, AAFEX, COLEACP) examined

during three days the following topics: the role and place of the Farmers Organizations and the private sector in the production and distribution of improved seeds; challenges of contracting between farmers and the private sector for the marketing of agricultural and food products including success stories in the field, and teachings and lessons learned from experiences of consultation in West Africa. According to El Hajj Abdoulaye Diack, Manager of AAFEX (Association Africa Agro Export) «**this forum has a historical character because it also challenges the governance of our governments to think more about the role of food processing in the development of agriculture in different countries**». He continued saying that «**We also hope that this forum, through the exchanges that will be made between actors will enable farmers to realize the importance of having partners in the private sector on whom they can rely to go together towards the agriculture development**». In the field, although some results are significant, it should be noted that the assessment of the value of production and efforts in the development of value

chains generally remains mixed. The impact of production marketing initiatives on farm incomes, employment and food security is below the expected objectives. However efforts are beginning to yield interesting results if we believe the words of El Hajj Abdoulaye Diack on ROPPA - AAFEX partnership. «**We have a commercial partnership for business development between farmers' organizations and agricultural producers and agribusinesses in general. ROPPA and AAFEX worked for several months to set up a system, the establishment of suitable conditions to allow a cross between the demands of the private sector operators and the supply of agricultural producers and we hope this forum will help build lasting and beneficial trade relations for both parties. But beyond this commercial partnership, there is another equally important partnership which is a strategic and institutional partnership between our two organizations that we can already be considered as sister organizations**». Words of comfort and dynamics already in motion for a successful partnership between farmer organizations and the private sector. ■



LES ORGANISATIONS PAYSANNES EN ORDRE DE BATAILLE POUR LA PRODUCTION ET LA DIFFUSION DE SEMENCES CERTIFIÉES

FR

Favoriser le partage d'expériences, susciter des réflexions, la première édition du forum des affaires des organisations paysannes, tenue du 29 au 31 octobre 2013, a permis de mettre en lumière les difficultés liées à la production et la diffusion des semences certifiées. Au-delà, les participants ont réfléchi aux approches à développer pour un partenariat durable entre organisations paysannes et acteurs du secteur privé.

En Afrique de l'Ouest, l'accès aux semences de qualité est un enjeu de taille pour augmenter les capacités de production agricole et pour l'atteinte de la sécurité alimentaire. Le Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) n'entend pas rester en marge des réflexions et des actions à développer pour l'accès des producteurs aux semences certifiées. La preuve, lors du forum des affaires tenu à Abidjan, le réseau a organisé un panel sur les enjeux et défis dans le cadre du partenariat à développer entre organisations paysannes et secteur privé afin de promouvoir la production et la diffusion de semences certifiées. Pour Ousséni Ouédraogo, chargé de programme au ROPPA «**les semences améliorées constituent un enjeu majeur pour le développement agricole en Afrique de l'Ouest. Elles occupent une place importante dans les politiques régionales. Il y a un travail à faire pour mettre en place un cadre institutionnel et réglementaire pour promouvoir les semences certifiées. Des programmes régionaux majeurs sont en cours pour renforcer les capacités et les initiatives des différents acteurs.**» Le

développement de ces politiques est d'autant plus important que pour le CORAF, qui est un organisme de recherche, le taux d'utilisation des semences certifiées en Afrique de l'Ouest est en deçà de 12%. Un taux faible au regard des besoins en matière de production agricole dans la région. En 2004, au Burkina Faso, naît l'Union Nationale des Semences du Burkina (UNSB). Spécialisée dans la production et la commercialisation des semences certifiées, l'Union produit en moyenne 25 000 tonnes de semences améliorées. Pour Daba Lendi de l'UNSB «**la semence constitue le premier matériel de l'agriculture. On ne peut parler d'agriculture sans d'abord faire référence aux semences. C'est pourquoi le gouvernement du Burkina a jugé utile de soutenir les producteurs de semences afin qu'ils s'organisent mieux pour répondre à la demande au niveau national.**» De telles initiatives sont également développées dans les autres pays de l'Afrique de l'Ouest. Le plus souvent avec l'appui de partenaires techniques et financiers. C'est le cas du Fonds International pour le Développement Agricole. «**En partenariat avec le gouvernement, il est question de mettre de la semence de base à la**

disposition du paysan. Nous considérons que cela est important. Nous avons des partenariats dans plusieurs pays où on a essayé de mettre en place une coopération tripartite : gouvernement, centres de recherche et organisations paysannes» explique Roberto Dongo, du FIDA. «**Ce type de collaboration permet de produire des semences adaptées aux besoins des organisations paysannes. C'est le cas en Guinée où on a développé une semence d'huile de palme adaptée aux besoins des producteurs à la base. Je pense que c'est ce type de démarches qu'il faudrait développer**» renchérit Roberto Dongo. Daba Lendi embouche la même trompette. Pour lui, il est plus que jamais nécessaire de produire des semences qui répondent aux exigences climatiques et pluviométriques qui agacent et préoccupent les producteurs. Il poursuit : «**la recherche doit aller vers des semences qui résistent à la sécheresse et qui répondent aux besoins alimentaires des consommateurs. Cela est important et nécessaire pour assurer une production de qualité.**» Au-delà de la production des semences, la question de la diffusion se pose et plusieurs solutions peuvent être envisagées. Yacouba Diallo,

spécialiste en agrobusiness et en marketing au CORAF a sa petite idée sur la question. « La question de la semence est une question spécifique et il faudrait que les structures se spécialisent. Ce que nous préconisons, c'est comme à l'image du Sénégal, qu'il y ait des coopératives spécialisées dans la production et la commercialisation des semences auprès desquelles les producteurs peuvent s'approvisionner. Les groupements d'intérêt économique peuvent être de bons canaux de diffusion et même se constituer en agro dealers. Ça peut être un bon moyen pour mettre des semences de qualité à la disposition des utilisateurs » argumente

Yacouba Diallo. Il y a également la connexion à faire avec les acteurs qui interviennent dans la transformation agroalimentaires. Ces acteurs ont besoin de produits de qualité pour mener à bien leurs activités. Pour Ousmane N'Diaye de l'ASPRODEB, «pour faire de la qualité, le premier élément c'est la semence. Quand le producteur fait des efforts pour acheter de la bonne semence, cela doit se refléter dans le prix des transactions entre le producteur et l'entreprise de transformation». Autrement dit, les transformateurs ont tout intérêt à encourager les producteurs à acquérir des semences de qualité en relevant les prix d'achat de la matière première fournie par

les producteurs. Il s'agit de développer des relations commerciales basées sur des intérêts partagés. «Ainsi, on peut garantir le marché de la semence en s'assurant que ce marché soit solvable et durable » martèle Ousmane N'Diaye. Le secteur de la semence est un domaine très important pour le développement de notre agriculture. « Tout le monde est unanime là-dessus. Il faut donc travailler à mobiliser tous les acteurs, recherche, producteurs, secteur privé, etc. autour de cadres de concertation pour évaluer les besoins de chaque acteur et développer l'approche la mieux adaptée» conclut Bassiaka Dao, président de la Confédération Paysanne du Faso. ■



FARMERS' ORGANIZATIONS IN ORDER OF BATTLE FOR THE PRODUCTION AND DISTRIBUTION OF CERTIFIED SEEDS

EN Encourage experiences sharing, generate ideas, the inaugural business forum of farmers' organizations, held from October 29th to 31st, 2013, enabled to highlight the difficulties associated with the production and distribution of certified seed. In addition, participants reflected on the approaches to develop a sustainable partnership between farmer organizations and the private sector.

In West Africa, access to quality seed is a major challenge to increase agricultural production capacity and achieving food security. Network of Farmers and Producers Organizations in West Africa (ROPFA) does not intend to remain on the sidelines of discussions and actions to develop producers' access to certified seed. As a matter of fact, during the business forum held in Abidjan, the network organized a panel discussion on the issues and challenges in the partnership to be developed between farmer organizations and the private sector in order to promote the production and distribution of certified seed. For Ousséni Ouedraogo, ROPFA Programme Officer «improved seeds constitute a major challenge for agricultural development in West Africa. They play an important role in regional policies. There is a work to be done to establish an institutional and regulatory framework to promote certified seed. Major regional programmes are underway to strengthen the capacities and initiatives of different actors». The development of these policies is particularly important for CORAF, a research organization; the use of certified seed in West Africa is below 12%. A low rate compared to the needs for agricultural production in the region. In 2004, in Burkina Faso came alive, the National Union of Burkina Seeds (UNSB). Specializing in the production and marketing of certified seed, the Union produces around 25,000 tons of improved seeds. For Daba Lendi of UNSB «the seed is the first equipment of agriculture. We

cannot talk about agriculture without referring first to the seeds. That is why the Government of Burkina Faso has found appropriate to support seed producers, to organize themselves better to meet the demand at the national level». Such initiatives are also being developed in other West African countries. Most often with the support of technical and financial partners. This is the case of the International Fund for Agricultural Development. «In partnership with the government, it is about making the basic seed available to the farmer. We believe that this is important. We have partnerships in several countries where they tried to establish a tripartite cooperation: government, research centres and farmers' organizations», explains Roberto Dongo, from IFAD. «This kind of collaboration can produce seeds adapted to the needs of farmers' organizations. This is the case in Guinea, where it has developed oil palm seed adapted to the needs of grassroots producers. I think this is the kind of steps that should be developed», adds Roberto Dongo. Daba Lendi waxed the same lyrical. For him, it is more necessary than ever to produce seeds that meet climatic and rainfall requirements that annoy and concern producers. He continues: «Research must go to seeds that are drought resistant and meet consumers' dietary needs. This is important and necessary to ensure quality production». Beyond seed production, there is an issue of dissemination and several solutions can be considered. Yacouba Diallo, CORAF Specialist in Agribusiness and Marketing has his own ideas on the matter.

«The question of the seed is a specific issue and structures would have to specialize. What we advocate is like the experience of Senegal; there are specialized cooperatives in seed production and marketing that can supply producers. The economic interest groups can be good distribution channels and even create agro dealers. It can be a good way to put quality seeds available to users», argues Yacouba Diallo. There is also the connection to do with the agro-processing actors. These actors need quality products to carry out their activities. As for Ousmane N'Diaye from ASPRODEB «to reach quality, the first element is the seed. When the producer is making efforts to buy good seed, this should be reflected in the price of transactions between the producer and the processor». In other words, processors have an incentive to encourage producers to develop quality seeds by raising the purchase price of the raw material supplied by producers. All is about developing business relationships based on shared interests. «Therefore, we can ensure the seed market by ensuring that it is solvent and sustainable market» emphasized Ousmane N'Diaye. The seed sector is a very important area for the development of our agriculture. «Everyone is unanimous about that. We must therefore work to mobilize all stakeholders, research, producers, private sector, etc... around consultation frameworks to assess the needs of each stakeholder and develop the most appropriate approach», concludes Bassiaka Dao, president of the Farmers Confederation of Faso. ■

FR LES ORGANISATIONS PAYSANNES À L'HEURE DU B TO B

Inform, discuter, se faire des contacts, convaincre, échanger des liens commerciaux, le B to B c'est tout cela. Expression tirée de l'anglais, les organisations paysannes s'approprient de plus en plus le business – to – business, une approche commerciale qui a fait la preuve de son efficacité. Lors du premier forum des affaires organisé par le ROPPA, Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest à Abidjan en Côte d'Ivoire, exploitants agricoles et acheteurs se sont donné rendez-vous pour initier des échanges commerciaux et fidéliser les rapports de clientèle. Au-delà, le B to B a favorisé des rencontres et des échanges entre les différents acteurs de la chaîne de valeur. Nous avons recueillis pour vous quelques appréciations des participants. Lisez plutôt.

1ST EDITION OF BUSINESS FORUM

EN FARMERS' ORGANIZATIONS IN THE ERA OF THE B TO B

Inform, discuss, networking, convince, exchange trade links; this is all what the B to B is about. An expression from English, farmer organizations appropriated more the business - to - business, a commercial approach that has proven its effectiveness. At the first business forum organized by Network of Farmers and Producers Organizations in West Africa (ROPPA) in Abidjan, Cote d'Ivoire, agricultural buyers and stakeholders have made an appointment to initiate trade and retain customer relationships. Beyond that, the B to B has promoted meetings and exchanges between various actors in the value chain. We have collected for you some testimonials from participants. Read more



DAVID HEUDI,
DIRECTEUR DE GEBANA AFRIQUE

« On profite de cette occasion pour rencontrer un certain nombre d'acteurs. Il y a des producteurs de différents pays de la sous-région, des transformateurs, etc. J'ai pas mal échangé sur les problèmes liés à la transformation, la certification, l'énergie, les fournisseurs d'intrants, la gestion des emballages, la disponibilité en matière première, etc. Le cadre est assez concentré et on peut rencontrer tous les acteurs sur place. On s'est fait des contacts, enclenché les échanges. La suite se fera par mail et je crois que les échanges vont aboutir. »

DAVID HEUDI,
DIRECTOR GEBANA AFRIQUE

« We take this opportunity to meet a number of actors. There are producers from different countries of the sub-region, processors, etc... I exchanged a lot related to processing, certification, energy, input suppliers, container management, availability of raw materials, etc... The framework is fairly concentrated and we can meet all the stakeholders on site. We made contacts, shared experiences. The remaining will be done by email and I think the trade will succeed. »



LUCIEN KOUAMÉ WOGNIN,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA SCADI
GROUPE OBAMCI

« Nous avons participé à ces B to B et c'est une très belle initiative. Du point de vue des contacts au niveau de l'Afrique de l'Ouest, ça a été très enrichissant pour nous. Nous n'avons pas assez de contacts dans les autres pays. En tout temps, on se pose la question suivante : comment avoir accès au marché ? Nous avons tendance à penser à l'Occident, mais par le biais de cette initiative, nous venons de découvrir qu'il y a beaucoup de potentialité en Afrique de l'Ouest. J'encourage vraiment les organisateurs de cet événement afin que nous puissions mieux coordonner les choses pour travailler en parfaite symbiose. Si je devais faire une appréciation, je dirais que c'est excellent. Je suis vraiment satisfait des résultats et ça va nous servir de référence pour les prochaines fois. Pour la 2ème édition, je souhaite qu'il y ait beaucoup de participants pour qu'on puisse mieux se connaître. Je pense que demain sera meilleur qu'aujourd'hui. »

LUCIEN KOUAMÉ WOGNIN,
CEO OF SCADI - OBAMCI GROUP

« We participated to this B to B and it is a great initiative. From the point of view of contacts at the West Africa, it has been very rewarding

for us. We do not have enough contacts in other countries. At all times, we have asked the following question: how to access the market? We tend to think of the West, but through this initiative, we have discovered that there are a lot of potentials in West Africa.

I really encourage the organizers of this event so that we can better coordinate things to work in perfect harmony. If I had to do an assessment, I would say it is excellent.

I'm really pleased with the results and it will serve as a landmark for the next time. For the second edition, I wish there were many participants so we can get better acquainted.



THÉRÈSE DIANE TROH/LAGUI,
ANOPACI

« Je dirai que le bilan des B to B est positif au regard des échanges que nous avons eus. C'est un rendez-vous du donner et du recevoir. C'est le genre de cadre qui améliore les relations humaines tout en menant du business. Il y a des produits que l'on peut importer et d'autres à exporter. Je considère que c'est un point positif et les résultats sont satisfaisants. La participation du secteur privé est vraiment la bienvenue. Les retombées du travail des agriculteurs en Afrique sont encore minimes et nous avons besoin du secteur privé pour nous appuyer et nous épauler. Ils sont là pour

nous écouter, connaître nos préoccupations et nous aider à aller vers le développement de notre agriculture. Le forum est à sa première édition et tout n'est pas parfait parce que l'erreur est humaine. Pour les prochaines éditions, ce serait bien de réunir tous les pays autour d'une table afin de faire des propositions pour améliorer l'organisation. Je voudrais dire merci au ROPPA qui permet aux producteurs de l'Afrique de l'Ouest de se retrouver. Dans le monde agricole, le ROPPA représente une famille pour nous. »

THÉRÈSE DIANE TROH/LAGUI,
ANOPACI

«I would say that the stock of the B to B is positive in terms of the discussions we had. This is an appointment of giving and receiving. This is the kind of framework that improves human relations while conducting the business. There are products that can be imported and exported to others. I think that's a good point and the results are satisfactory. The private sector is very welcome. The impact of the work of farmers in Africa is still small and we need the private sector to support us and help us. They are there to listen to us, our concerns and help us move

towards the development of our agriculture. The forum is in its first edition and everything is not perfect because human achievements are always perfectible. For future editions, it would be nice to bring all countries around a table to make proposals to improve the organization. I would like to thank ROPPA for enabling producers in West Africa to meet. In agriculture, ROPPA is our family».



NAMORO SANOGO/COULIBALY,
MEMBRE DE L'AOPP FÉMININE DU MALI

« On a discuté avec des partenaires, on

a eu des promesses et on considère que les résultats dans le cas du Mali sont intéressants. Je suis satisfaite car c'est la concrétisation de la formation que nous avons reçu du 23 au 27 octobre 2013. Sur la transformation agroalimentaire, les semences et la productivité, on peut dire qu'il y a gain de cause. Il faudrait multiplier ce genre d'activité qui réunit producteurs et transformateurs de la filière. Le B to B permettra de garder le contact et la mise en relation entre les coordinations sous régionales et les partenaires. »

NAMORO SANOGO/COULIBALY
MEMBER OF WOMEN AOPP OF MALI

«We discussed with partners, we had promises and we consider the results in the case of Mali are interesting. I am happy because it is the culmination of the training we have received from 23 to 27 October 2013. On food processing, seeds and productivity, we can say that there is success. We should multiply this kind of activity that brings producers and processors in the industry. B to B will enable to keep in touch and linking between subregional coordination and partners».



Séance B to B pendant le forum
Session B to B during the forum



MIEUX S'ORGANISER POUR MIEUX CONTRACTUALISER : UN ENJEU DE TAILLE POUR LES PRODUCTEURS RURAUX

FR

Le premier forum des affaires a impliqué des organismes d'appui aux producteurs ruraux. Le COLEACP (Comité de Liaison Europe-Afrique- Caraïbes-Pacifique) est l'un de ces acteurs. Ce réseau interpersonnel de producteurs exportateurs et importants des pays ACP appuie ses membres dans le renforcement de leurs capacités notamment sur la qualité de leurs produits et l'amélioration de la productivité à travers l'élaboration de guides de bonnes pratiques. Représenté par Olga Kouassi lors du forum, le COLEACP se dit satisfait des travaux et plaide pour une meilleure organisation des producteurs ruraux pour relever les défis de la contractualisation.

Quel bilan tirez-vous de votre participation à ce forum ?

Notre participation nous a permis de nous rendre compte d'un défi important : celui de la contractualisation et du développement de B to B. Dans le panel, nous avons partagé ce que nous avons fait en termes de contractualisation avec nos différents membres. Ces discussions ouvrent un challenge : nous associer à des organismes comme le ROPPA, le CTA (Centre Technique de coopération Agricole et rurale) dans ces différents types d'activités pour mieux développer l'aspect commercial dans la promotion des affaires de nos producteurs. Il faut arriver à ce que de plus en plus de producteurs ne se sentent pas comme des paysans éternels assistés, mais comme des opérateurs économiques, des opérateurs privés qui prennent une nouvelle dimension. Il faut s'inscrire dans des activités dont les rapports sont gagnant-gagnant et discuter d'égal à égal avec les autres opérateurs privés. C'est comme cela que l'on sera plus compétitif

du point de vue de la quantité, de la qualité et de la disponibilité des produits. En discutant mieux, on peut établir des contrats gagnant-gagnant et cela est fondamental. Je pense que ça peut être une nouvelle lucarne qu'on pourrait ouvrir dans le cadre de nos activités et ce serait intéressant qu'on puisse le faire avec des structures qui sont déjà engagées dans ce domaine.

Sur quoi faudrait-il mettre l'accent dans le cadre des contractualisations ?

Dans la plupart des cas, les contractualisations sont plus basées sur les aspects techniques. Maintenant, il est important d'accompagner les producteurs à développer les aspects juridiques et financiers pour faire en sorte que ces contrats soient plus solides, que les producteurs soient sûrs de gagner de l'argent. C'est ainsi que les producteurs seront de réels opérateurs économiques. C'est vrai que c'est un premier pas d'avoir des contrats avec des exigences imposées par les normes référentielles de qualité, mais il faut travailler

à aller au-delà en intégrant dans ces contrats les aspects économiques pour que nos producteurs soient de plus en plus gagnants.

Quelles recommandations pour améliorer la tenue de la deuxième édition du forum des affaires ?

Ce que je peux faire comme recommandations, c'est de s'y prendre assez tôt pour mieux organiser le forum. Ce serait bien également qu'on puisse faire participer d'autres types d'opérateurs comme les membres du COLEACP afin qu'ils soient plus représentatifs. Aujourd'hui, on a beaucoup de producteurs orientés sur des marchés locaux et en faisant appel à des producteurs nichés sur d'autres marchés, ça permet d'avoir d'autres expériences un peu plus avancées en matière de contractualisation. Ces derniers pourraient donc partager leur expérience avec ceux qui sont sur les marchés locaux qui deviennent de plus en plus des enjeux importants à développer dans le développement des partenariats locaux. ■



BETTER ORGANIZED TO BETTER CONTRACTUALIZE: A CHALLENGE FOR RURAL PRODUCERS

EN The first business forum has involved support agencies to rural producers. COLEACP (Europe-Africa-Caribbean-Pacific Liaison Committee) is one of these actors. This interpersonal network of major exporters and producers in ACP countries supports its members in building their capacity especially on the quality of their products and improve productivity through the development of guides to best practice. Represented by Olga Kouassi during the forum, COLEACP expressed its satisfaction with the work and appeals for better organization of rural producers to meet the challenges of contracting.

What conclusions do you draw from your participation to this forum?

Our participation has enabled us to realize a significant challenge: the contracting and the B to B development. On the panel, we shared what we have done in terms of our contracts with different members. These discussions open up a challenge: partnering with organizations such as ROPPA, CTA (Centre of Technical for Agricultural and Rural Cooperation) in these types of activities to further develop the business aspect in promoting the business of our producers. We must reach a level where that more and more producers do not feel like eternal assisted peasants, but as economic operators, private operators who take on a new dimension. We must register in activities whose reports are win-win and discuss as equals with other private operators. This is

how it will be more competitive in terms of quantity, quality and availability. By better discussions, we can establish win-win contracts and this is fundamental. I think it may be a new window that could be opened in the course of our business and it would be interesting we work with structures that are already engaged in this field.

What should we focus on in the context of contractualization?

In most cases, contractualizations are based on technical aspects. Now, it is important to assist producers to develop the legal and financial aspects to ensure that these contracts are stronger enough, that producers are sure to gain money. Therefore producers are real traders. It is true that this is a first step to have contracts with requirements imposed by referential quality standards, but it takes work to go beyond, integrating in

these contracts, the economic aspects for our producers to have more gains.

What recommendations to improve the holding of the second edition of the Business Forum?

What can I put forward as recommendations is to go early enough to better organize the forum. It would be nice that we can also involve

other types of stakeholders such as COLEACP members to make them more representative. Today, we have many producers focused on local markets and by calling for nested producers in other markets, it enabled to have a little more advanced experiences in terms of contracting. These producers could therefore share their experiences with those of local markets who are becoming increasingly important to expand in the development of local partnerships issues. ■



LE FORUM DES AFFAIRES, UNE INITIATIVE POUR BOOSTER LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE PRODUCTEURS ET ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ

FR

Mathias Aka N'Goan, est président du Conseil d'administration de l'Association Nationale des Organisations Professionnelles Agricoles de Côte d'Ivoire (ANOPACI). Mais pas seulement. Il est aussi le maire de Cocody, une commune résidentielle d'Abidjan, la capitale économique de la Côte d'Ivoire. C'est cette ville qui a accueilli la première édition du forum des affaires des organisations paysannes membres du ROPPA. Dans cette interview, M. N'Goan revient sur les raisons de l'organisation d'un tel forum, les objectifs recherchés et les opportunités à saisir pour son organisation, l'ANOPACI.

L'ANOPACI est organisateur du premier forum des affaires des organisations paysannes. Pourquoi lancer une telle activité ?

Il se trouve que ceux qui donnent à manger sont les plus pauvres. Je veux parler des agriculteurs. Nous avons des problèmes et l'accès au marché n'est pas facile. Nous attendons souvent que les commerçants viennent vers nous et dans ce cas, il y a des difficultés à valoriser nos produits. Au cours d'une réunion de conseil d'administration à Ouagadougou, nous avons pris la décision d'aller à la conquête du marché. C'est ainsi qu'est venue l'idée d'organiser un forum des affaires des organisations paysannes membres du ROPPA. La Côte d'Ivoire sort d'une crise prononcée qui a eu des conséquences néfastes sur la profession agricole. L'organisation d'un tel forum à Abidjan permettra à notre réseau de revenir en première ligne et de participer à l'amélioration des revenus des producteurs.

Quels sont les objectifs recherchés à travers un tel forum ?

Nous savons produire et nos produits sont de qualité. Le forum vise à créer des relations d'affaires entre d'une part les producteurs et

d'autre part les différents acteurs du secteur privé. En Côte d'Ivoire, nous produisons du manioc, de la banane plantain, du cacao et de l'ananas. Nous savons produire tout cela, mais c'est au niveau de la valorisation des produits qu'on a des difficultés. Dans le cas du cacao, l'Etat intervient pour qu'il y ait un prix intérieur, mais dans les autres filières, il a fallu qu'on organise nous-même le marché. Il y avait la nécessité de créer une dynamique d'échange et c'est cela qui commence avec ce forum. On a sélectionné des acteurs qui viennent pour présenter leurs produits et d'autres pour acheter. Ça permettra de créer des liens. Même si les acheteurs ne repartent pas avec beaucoup de quantité, il y a les adresses qui vont permettre de maintenir le contact. Mais ça implique aussi qu'il y ait de l'amélioration des conditions au niveau des frontières. Les 24 et 25 octobre, il y a eu une rencontre des chefs d'Etat à Dakar pour voir comment consolider la libre circulation des biens et des personnes dans l'espace CEDEAO. Les textes sont bons, mais l'application au niveau de l'espace pose problème. C'est aussi une façon pour nous d'attirer l'attention de notre gouvernement afin qu'il jette un regard vers nous, vers l'ANOPACI qui essaie de

développer le travail en milieu rural malgré le peu de moyens dont elle dispose. Quand on regarde les résolutions prises à Maputo en 2003, les Etats s'étaient engagés à accorder 10% de leur budget au secteur agricole. En Côte d'Ivoire, nous en sommes seulement à 3%. A la cérémonie d'ouverture des 10 ans du FIRCA, le ministre nous a dit qu'on atteindra les 10 en 2015. Pour nous, c'est loin, mais l'essentiel c'est qu'on a un repère pour évaluer ces engagements.

Qu'est-ce qu'un tel forum peut inspirer comme initiatives au niveau de l'ANOPACI ?

La dynamique est créée et nous allons l'entretenir ensemble. Nous allons créer des marchés forains. Concrètement, nous allons profiter du fait que je suis maire de Cocody pour trouver un espace et tenir un marché forain au moins deux fois par semaine pour que nos agriculteurs viennent vendre leurs produits. Nous allons faire la publicité pour que les ménagères viennent directement sur cet espace pour se procurer la banane, le manioc, etc. sans passer nécessairement par les commerçants. Ce sera une autre bagarre, mais nous sommes prêts à la mener pour améliorer le revenu de nos productrices et producteurs. ■

THE BUSINESS FORUM, AN INITIATIVE TO BOOST TRADE BETWEEN PRODUCERS AND PRIVATE SECTOR STAKEHOLDERS

EN Mathias Aka N'Goan, is Chairman of the Board of Directors of the National Association of Professional Agricultural Organisations in Côte d'Ivoire (ANOPACI), but also the mayor of Cocody, a residential commune of Abidjan, the economic capital of Côte d'Ivoire. This is the city that hosted the inaugural business forum of members of ROPPA farmers' organizations. In this interview, Mr. N'Goan recalled the motives for organizing such a forum, the objectives and the opportunities available to his organization, ANOPACI.

A NOPACI is the organizer of the first business forum of farmers' organizations. Why launching such an activity?

It turns out that those who feed are the poorest. I mean the farmers. We have problems and access to market is not easy. We often expect that traders come to us and in this case, there are difficulties in valuing our products. During a meeting of the Board of Directors in Ouagadougou, we took the decision to go to conquer the market. Then came the idea to organize a business forum of ROPPA members farmers' organizations. Côte d'Ivoire is coming out from a severe crisis that had a negative impact on agricultural profession. The organization of such a forum in Abidjan enables our network to be on the frontline and participate to incomes improvement.

What are the objectives of such a forum?

We know how to produce and our products are qualitative. The forum aims at creating business relationships between producers on the one hand and on the other hand with

the different stakeholders in the private sector. In Côte d'Ivoire, we produce cassava, plantain, cocoa and pineapple. We know how to produce all these products, but we have problems at the level of value addition of the products. In the case of cocoa, the government intervenes so that there is a domestic price, but in other sectors, we had to organize ourselves in the market. There was the need to create exchange dynamics and this is starting with this forum. Were selected, the actors who come to showcase their products and others to buy. It will create linkages. Even if buyers do not leave with a lot of quantity, there are places that will help to maintain contact. But it also implies that there is improvement of conditions at the borders. October 24-25 there was a meeting of Heads of State in Dakar to find out how to consolidate the free movement of goods and people in the ECOWAS region. The regulations are good, but their enforcement on the ground remains a problem. It is also a way for us to attract the attention of our government to look towards us, towards

ANOPACI trying to develop the rural labour despite the limited means at its disposal. When we look at Maputo resolutions in 2003, Governments had pledged to give 10% of their budget to agriculture. In Côte d'Ivoire, we are only at 3%. At the opening ceremony of the 10th anniversary of FIRCA, the Minister said we will reach 10 in 2015. For us, it is far away, but the point is that we have a benchmark to evaluate these commitments.

What initiatives can such a forum inspire at the ANOPACI?

The dynamism is created and we will maintain it together. We will create street markets. Specifically, we will enjoy the fact that I am mayor of Cocody to find a space and keep an open market at least twice a week for our farmers to come to sell their products. We will advertise for households to come directly on this space to get banana, cassava, etc... without necessarily traders. It will be another fight, but we are ready to fight in order to improve the income of FR our farmers and producers. ■





Kalilou TRAORE, Directeur de cabinet du Ministère de l'Intégration et des ivoiriens de l'étranger.
KALILOU TRAORE, Chief of Staff of the Ministry of Integration and Ivorians abroad

LE GOUVERNEMENT DE CÔTE D'IVOIRE, PRÊT À ACCOMPAGNER LE ROPPA

Nous saluons sincèrement cette grande initiative du Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA). Ce forum permettra aux producteurs de mieux s'insérer dans le domaine des affaires. Nous remercions le ROPPA d'avoir choisi la Côte d'Ivoire pour abriter la première édition. Nous nous félicitons des résultats de ce forum qui a débouché sur de nombreuses recommandations très pertinentes et qui vont faire l'objet d'un suivi particulier dans la mise en œuvre.

En tant que gouvernement de Côte d'Ivoire, nous sommes prêts à accompagner le ROPPA dans la mise en œuvre de ces recommandations pour que nous puissions atteindre les objectifs qui sont les nôtres : continuer de faire jouer à l'agriculture ce rôle

de principal moteur de développement et faire en sorte que les producteurs soient des éléments clé sur tous les éléments de la chaîne de valeur.

Nous sommes engagés dans la concertation car elle permet de mieux cerner les préoccupations des uns et des autres. Ainsi, le gouvernement saura mieux accompagner les paysans, les producteurs dans les domaines qui sont prioritaires pour eux et il pourra également mieux partager avec les producteurs les priorités qui sont fixées au niveau de l'Etat.

La suite du processus appartient au ROPPA. C'est le ROPPA qui est l'initiateur de ce forum, nous restons à son écoute. Nous allons donc continuer les échanges avec le ROPPA pour apporter les soutiens nécessaires.

THE GOVERNMENT OF CÔTE D'IVOIRE, READY TO SUPPORT ROPPA

We sincerely welcome this great initiative of the Network of Farmers and Producers Organizations in West Africa (ROPPA). This forum will enable producers to better integrate into the business field. Thanks to ROPPA for choosing Ivory Coast to host the first edition. We welcome the results of the forum, which resulted in many highly relevant recommendations which will be the subject of particular attention in the implementation.

In our capacity of the Government of Côte d'Ivoire, we are ready to support ROPPA in the implementation of these recommendations so that we can achieve the goals that are ours: continue to make

agriculture the driving force of development and ensure that producers are key elements in all segments of the value chain.

We are engaged in dialogue because it helps to identify the concerns of each other. Therefore, the government will better support farmers, producers in areas that are a priority for them and may also better share with producers priorities that are set at the governmental level.

The implementation of the process belongs to ROPPA. ROPPA is the initiator of this forum, and we will be available by its sides. We will continue discussions with ROPPA to provide the necessary support.



DE LA NÉCESSAIRE SYNERGIE ENTRE TOUS LES ACTEURS POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE

FR

Le forum des affaires des organisations paysannes de l'Afrique de l'Ouest a enregistré la participation de l'AAFEX, association africaine de producteurs et exportateurs de produits agroalimentaire. Marie-Andrée Tall, la présidente de l'AAFEX salue les initiateurs du forum dont elle souhaite voir la pérennisation.

Pouvez-vous présenter votre association ?

L'AAFEX est représentée dans 17 pays et constituée d'une centaine de membres.

A l'AAFEX, nous mettons en œuvre des programmes qualité et des programmes de commercialisation. Nous appuyons les entreprises à avoir des produits de qualité aussi bien pour le marché local que de l'exportation.

Quelle appréciation faites-vous de la première édition du forum des affaires ?

Nous savons produire et nos produits sont de Je trouve que cette initiative du ROPPA est à saluer. Vous savez, il n'y a pas de transformation agroalimentaire s'il n'y a pas de production agroalimentaire. Je pense que le ROPPA et l'AAFEX sont les maillons d'une même chaîne de valeur pour réussir à développer la

production et la productivité agricole. Ce forum est un lieu où se rencontrent les producteurs et les transformateurs. Et des contacts se sont créés. Les producteurs ont des problèmes pour commercialiser leurs produits et il est donc important de développer toutes les formes de contractualisation nécessaires entre les producteurs, les transformateurs et les entreprises agroindustrielles. C'est ce dont nous avons besoin pour instaurer une belle synergie entre tous les acteurs pour le développement de l'agriculture.

Tous les membres de l'AAFEX reconnaissent les insuffisances dans la disponibilité de la matière première. Il est heureux qu'on trouve ensemble les moyens d'œuvrer pour booster la production. L'agriculture est un enjeu fondamental car c'est grâce à elle que nous allons développer nos pays.

Le développement agricole doit se faire avec intelligence, synergie des acteurs, en faisant bien le lien avec le marché. Le fait que les producteurs pensent répondre aux besoins du marché est une belle initiative. Les producteurs viennent dans des rencontres B to B pour approcher des clients potentiels. Je pense que c'est une démarche commerciale et économique qui est intelligente, cohérente et qui va produire de bons résultats.

Quels sont vos attentes pour la suite ?

Je souhaite que ce premier forum soit suivi d'un deuxième forum et j'espère que ce sera un événement annuel. Il ne faut pas que le ROPPA attende trop longtemps pour organiser le deuxième forum car il y a urgence à structurer les filières et créer des chaînes de valeur viables.

THE NECESSARY SYNERGY BETWEEN ALL STAKEHOLDERS FOR THE DEVELOPMENT OF AGRICULTURE

EN

The business forum of Farmers' Organizations in West Africa recorded the participation of AAFEX, African association of producers and exporters of food products. Marie-Andrée Tall, Chairperson of AAFEX welcomes the initiators of the forum to which she wishes to see the continuation.

Can you introduce your association?

AAFEX is represented in 17 countries and has one hundred members.

At AAFEX, we implement quality programmes and marketing programmes. We support companies to have quality products for both the local market and export.

How satisfied are you with the inaugural business forum?

I think this ROPPA initiative is welcomed. You know, there is no food processing if there is no food production. I think ROPPA and AAFEX are links in a value chain to successfully develop agricultural production and productivity.

This forum is a place to meet producers and processors, and contacts created. Producers have problems in marketing their products and it is therefore important to develop all kinds of contracting needed between producers, processors and agribusinesses. This is what we need in order to create a beautiful synergy between all stakeholders in the development of agriculture.

All AAFEX members recognize the gaps in the availability of raw materials. It is fortunate that we all find ways to work to boost production. Agriculture is a key issue because it is agriculture that will develop our country. Agricultural development must be done with

intelligence, synergy of actors, sound linkages with the market. The fact that the producers think about the needs of a market is a great initiative. Producers come in B to B meetings to approach potential clients, and I think it is an intelligent, coherent and economic trade approach that will produce good results.

What are your expectations for the future?

I hope that this first forum will be followed by a second forum and I hope it will be an annual event. ROPPA must not wait too long to organize the second forum because there is an emergence of structure sectors and the creation of viable value chains.

Participer à un forum, c'est bien. Y trouver son compte, c'est encore mieux. Nous avons interrogé quelques participants qui ont accepté partager avec nous leurs appréciations sur le forum des affaires des organisations paysannes de l'Afrique de l'Ouest. Ils évaluent, analysent et font des recommandations pour les prochaines éditions.



ALIEU SOW, COORDONNATEUR NATIONAL DES ORGANISATIONS PAYSANNES DE LA GAMBIE

« Je suis venu à ce forum des affaires des OP pour représenter les producteurs de la Gambie au niveau des rendez-vous professionnels B to B, et aussi lors de la session de formation que le ROPPA et ses partenaires ont organisée. Mon opinion générale sur le forum est très satisfaisante. Lorsque je venais, je n'avais aucune idée de ce qui allait se passer ici à Abidjan. Je pensais que je n'apprendrais pas grand-chose et j'avais tort de penser cela parce que j'ai vécu tout le contraire. Pour moi cette expérience est une première depuis que je m'investis dans des activités d'organisations paysannes. Je tire mon chapeau au ROPPA et à ses partenaires d'avoir eu l'idée d'organiser un tel forum. Chose intéressante, j'ai appris beaucoup, j'ai suivi avec un grand intérêt le partage d'expérience des autres pays, acteurs et filières sur leurs pratiques. Ce qui est plus intéressant, j'ai découvert lors de notre session de formation d'autres modèles, méthodes sur les contrats agricoles. Ce fut une grande innovation pour moi. J'ai reçu une bonne formation en contrat agricole. Pour revenir aux rendez-vous professionnels B to B, j'ai pu rencontrer des partenaires. Très concrètement, je peux conclure un marché avec trois d'entre eux. Je peux vous donner l'exemple du marché sur le processus de transformation et de commercialisation de la mangue et aussi celui des céréales. J'ai déjà tissé des liens de partenariat sur cela. Ce forum est vraiment un cadre idéal d'apprentissage. J'ai rencontré des gens qui font les mêmes exploitations que moi dans d'autres parties du monde et qui sont ici à ce forum. Mes attentes à la fin, c'est de voir comment nous répliquons, comment nous mettrons en pratique tout ce qui a été discuté lors des panels et ce qui a été arrêté pendant les B to B ».

IBRAHIM COULIBALY, PRÉSIDENT DE LA COORDINATION PAYSANNE DU MALI, VICE-PRÉSIDENT DU ROPPA

« Je pense que ce forum est une première et l'idée n'était pas de conclure des contrats cette fois-ci. L'idée était de balayer le terrain pour voir qu'est-ce qu'on a et qu'est-ce qu'on peut faire. Et on se rend compte qu'il y a des très bonnes choses. Chaque fois qu'on a prié les paysans de se structurer et surtout quand les prix sont un tant soit peu stables les gens s'investissent et ils arrivent à vivre dignement de leur travail. Le secteur agricole peut absorber tout le chômage de notre région si a de bonnes politiques. Pour ce faire, il faut qu'on y investisse beaucoup d'argent. Pour les B to B, c'était une première. Il y a énormément de produits qu'on peut valoriser et mettre sur le marché. Beaucoup de choses qu'on peut vendre à l'étranger mais pour cela, il faut que chacun joue sa partition. Le paysan, son rôle c'est de produire et il a besoin de vivre de sa production. Il doit avoir du bénéfice et rentrer dans ses coûts de production. L'opérateur économique s'occupe du reste. Il peut transformer la production, prendre sa plus-value. Donc chacun gagne et c'est ce principe qu'il faut privilégier. Ce forum est ouvert à différents types d'acteurs : ceux qui font les outillages, les paysans, les transformateurs, les financiers également. Ces acteurs ont une place importante car sans financement rien de bon ne peut se faire. C'est une dynamique que nous avons lancée et je pense que c'est une dynamique d'avenir. Il faut continuer, persévérer. Je pense que ce forum sera l'un des plus importants de l'Afrique dans les années à venir ».



PIERRE METONOU, PRÉSIDENT DU COMITÉ INTERPROFESSIONNEL DES CÉRÉALIERS DU BENIN

« Les organisateurs du forum ont été à la hauteur de leur responsabilité. Mais je déplore qu'on n'ait pas toujours eu en face de nous les demandeurs de ce que nous offrons comme produit : le maïs. On pensait avoir affaire à de grands industriels, de très grands consommateurs, des gens qui ont de grands besoins de céréales pour entamer des discussions. Ça n'a pas été le cas cette fois-ci, mais la prochaine fois j'espère que ce sera le cas pour le bien de tout le monde. Le secteur privé est indispensable au regard des nouvelles orientations politiques. Il faut développer un partenariat gagnant-gagnant. L'Etat s'est déjà désengagé de la production agricole. Maintenant, il est question que les producteurs agricoles se prennent en charge, prennent leur destin en main, prennent leur avenir en main et offrent à tout le monde ce qu'ils ont de meilleur. Pour la prochaine édition, il faudrait prévenir les producteurs et les partenaires à temps pour que tout le monde ait le temps de se préparer convenablement. Chacun arriverait donc à quelque chose de concret et on ne restera pas sur notre faim une fois de retour ». Ce forum est ouvert à différents types d'acteurs : ceux qui font les outillages, les paysans, les transformateurs, les financiers également. Ces acteurs ont une place importante car sans financement rien de bon ne peut se faire. C'est une dynamique que nous avons lancée et je pense que c'est une dynamique d'avenir. Il faut continuer, persévérer. Je pense que ce forum sera l'un des plus importants de l'Afrique dans les années à venir ».



FADEL NDIAME, COORDONNATEUR PRINCIPAL DE FOSCA (CENTRE D'APPUI AUX ORGANISATIONS PAYSANNES EN AFRIQUE) BASÉ AU SEIN DE AGRA (ALLIANCE POUR UNE RÉVOLUTION VERTE EN AFRIQUE).

« Nous avons trouvé ce forum particulièrement intéressant. Pour les prochaines éditions, FOSCA serait intéressé de collaborer avec le ROPPA, l'ANOPACI et le secteur privé AAFEX. Nous nous intéressons particulièrement à l'idée d'université paysanne qui permet de bâtir le leadership du monde paysan surtout dans le domaine économique sans oublier les questions de gouvernance des chaînes de valeur et la gouvernance des organisations. Nous avons eu des échanges assez intéressants lors de ce forum. Les réseaux d'organisations paysannes tels que le ROPPA ont beaucoup travaillé dans un premier temps sur les questions de plaidoyer, de lobbying pour créer des conditions favorables à la petite exploitation agricole. Ce travail est extrêmement important, mais dans le contexte actuel il faut le conjuguer avec les activités économiques. Aider les membres du ROPPA et les producteurs qui sont dans les groupements à mieux s'insérer dans le circuit économique, à se regrouper pour accéder au marché, au financement. Nous avons aussi retenu qu'il est temps que tous les acteurs publics et privés se mettent ensemble pour créer de la valeur et en faire un partage équitable. Je pense que c'est une initiative très salubre du ROPPA et de l'AAFEX d'avoir eu l'initiative de ce premier forum. Nous sommes particulièrement disposés à nous joindre à eux pour la deuxième édition. Nous saluons le fait qu'il y ait eu les rendez-vous B to B, les plénières ont été appréciées mais je pense qu'il faut minimiser les présentations et créer plus de temps pour les dialogues et les questions-réponses. J'aimerais également qu'on ait plus de temps pour entendre certaines organisations paysannes qui ont des pratiques très innovantes en matière économique. Je crois que ça ferait de cette plateforme un bon creuset d'apprentissage et d'échanges entre les organisations paysannes. Mais au total, c'est une excellente initiative et nous voulons féliciter le ROPPA et ses partenaires. Je suis impressionné par la qualité des échanges. Je pense que les jeunes, les femmes, les groupements à la base, les unions se sont exprimés sur les questions économiques et je pense que ça nous situe vraiment dans la bonne direction pour une transformation de l'agriculture ».



THEY HAVE SAID....

EN

Participate to a forum, that's fine, but benefiting from it is even better. We interviewed some of the participants who agreed to share with us their feedbacks on the business West African farmers Organizations Forum. They evaluated, analysed and made recommendations for future editions.



ALIEU SOW, NATIONAL COORDINATOR OF THE GAMBIA FARMERS ORGANIZATIONS

«I came to this Farmers Organizations forum business to represent producers of The Gambia at professional B to B meetings, and also during the training session ROPPA and its partners organized. My overall opinion on the forum is very satisfactory. When I came, I had no idea of what was going to happen here in Abidjan. I thought I would learn not much and I was wrong to think that because I've experienced the opposite. For me this experience is a first since I invested in farmers' organizations activities. Hats off to ROPPA and its partners that had the idea to organize such a forum. Interestingly, I learned a lot, I followed with great interest the experiences sharing of other countries, sectors and actors on their practices. What is more interesting, I discovered during our training session other models, methods on agricultural contracts. It was a great innovation for me. I received a good education in agricultural contract. To return to professional B to B appointments, I got to meet partners. Very concretely, I made deals with three of them. I can give you the example of the market in the processing and marketing of mango and also the grain. I have already established partnership links on this. This forum is really an ideal of learning environment. I met people who grow the same things like me in other parts of the world who are here in this forum. My expectations at the end, is how we can replicate it, how we will achieve all what we have discussed at the panels and our conclusions for the B to B».

IBRAHIM COULIBALY, PRESIDENT OF MALI FARMERS COORDINATION, VICE-PRESIDENT OF ROPPA

«I think this forum is the first and the idea was not to contract this time. The idea was to test the ground to see what we have and what we can do. And we realize that there are very good things. Whenever we asked farmers to organize themselves and especially when the prices are a little bit stable people are involved and they can live with dignity in their work. The agricultural sector can absorb all the unemployment in our region if there is a good policy. To do this, we need to invest a lot of money. For B to B meetings, it was a first. There are a lot of products we can develop and bring to market. Many things we can sell abroad but for that everyone must play his role. The farmer's role is to produce and he needs to live on his production. He must have earnings and recover his production costs. The economic operator shall do the rest. He can process the production, and collects its gain. So everyone wins and it is this principle to be preferred. This forum is opened to different types of stakeholders: tools manufacturers, farmers, processors, financial partners as well. These stakeholders have an important place because without funding nothing good can happen. This is a market dynamics that we launched and I think this is a future dynamics. We must continue, persevere. I think this forum is one of the largest in Africa in the coming years».



PIERRE METONOU, PRESIDENT OF THE COMMITTEE OF CEREALS GROWERS OF BENIN

«The organizers of the forum were up to their responsibility. But I regret that we have not always been in front of our applicants for what we offer as a product: corn. We thought we had to deal with large industrials, very large consumers, people who have large cereal needs to begin discussions. That was not the case this time, but next time I hope it will be for the good of everyone. The private sector is essential in light of new policy guidelines, need to develop a win-win partnership. The government has already resigned from agricultural production. Now there is talk that agricultural producers should support, take their destiny, take control of their future and offer everyone what they have better. For the next editions, producers and partners should be informed on time for everyone to have the time to properly prepare. So everyone would get to something concrete and will not stay on our hunger when they return».

FADEL NDIAME, SENIOR COORDINATOR FOSCA (CENTRE FOR SUPPORT TO FARMERS ORGANISATIONS IN AFRICA) BASED IN AGRA (ALLIANCE FOR A GREEN REVOLUTION IN AFRICA).

«We found this forum particularly interesting. For future editions, FOSCA would be interested in working with ROPPA, ANOPACI and the private sector AAFEX. We are particularly interested in the idea of farmers' university that builds the leadership of the farmers world especially in the economic field including issues of governance of value chains and governance organizations. We had some pretty interesting discussions at this forum. Networks of farmers' organizations such as ROPPA worked hard at first on issues of advocacy, lobbying to create favourable conditions to small-scale farming. This work is extremely important, but in the present context it must combine with economic activities to assist its members and producers who are in the groups to better integrate into the economy, to come together to enter the market and to have access to funding. We also found out that it is time that all public and private stakeholders come together to create value and make a fair share. I think this is a very welcomed initiative from ROPPA and AAFEX to have taken the initiative of this first forum. We are particularly willing to join them for the second edition. We welcome the fact that there were B to B meetings, plenary sessions were appreciated but I think we should minimize the presentations and create more time for dialogue and questions and answers. I also wish we had more time to hear some farmers' organizations who have very innovative practices in economic matters. I think it would make this forum a good platform for learning and exchange between farmers' organizations. But overall, this is a great initiative and we want to congratulate ROPPA and its partners. I am impressed by the quality of exchanges. I think young people, women, grassroots organizations, unions expressed their views on economic issues and I think it really puts us in the right direction for agricultural transformation».





RENCONTRE AVEC LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE DU NIGER

LA PLATE FORME PAYSANNE DU NIGER PFPN PRÉSENTE SES ACTIONS ET SES DOLÉANCES

FR

La salle de réunion du Ministère de l'Agriculture, a servi de cadre le mercredi 30 janvier 2013, à une importante rencontre entre le ministre de l'Agriculture, M. Oua Saïdou et une forte délégation de la Plate Forme Paysanne (PFPN) conduite par son Président, M. Djibo BAGNA. Ont honoré de leur présence à cette rencontre : les responsables de la Direction de l'Action coopérative et de la Promotion des Organismes ruraux (DAC/POR) ; les responsables des principales Organisations Paysannes membres et les responsables des coordinations régionales ainsi que les agents de la cellule technique de la PFPN.

Au cours de cette rencontre qui a duré plus de deux heures d'horloge, M. Djibo BAGNA a d'abord présenté les vœux de toute la plate forme paysanne, à l'occasion du Nouvel An 2013. M. Bagna a aussi remercié le Ministre et ses différents collaborateurs pour les soutiens constants qu'ils ne cessent d'apporter à la PFPN ainsi qu'à l'ensemble des organisations paysannes du pays. Il a ensuite sollicité que le Ministre Oua Saïdou fasse part de sa reconnaissance et de sa gratitude au Président de la République du Niger ; au Premier Ministre, chef du gouvernement et au Ministre de l'Élevage, pour leurs soutiens apportés à la PFPN à l'occasion de la tenue du forum des paysans ouest-africains organisé par le ROPPA et celle de la journée nationale du paysan nigérien. Il a également saisi cette occasion pour présenter les résultats issus des dites journées. L'occasion était belle aussi pour permettre au 1er responsable de la PFPN d'informer le Ministre de l'évolution des travaux de réfection du Centre de Formation en Agroécologie de Widitan, que les autorités ont mis à la disposition de la PFPN. Ces travaux qui consistent à la réfection de la toiture et au rétablissement de l'eau et de l'électricité sont financés par l'ONG SwissContact à travers le projet Agro Sahel Formation.

La PFPN soumet ses doléances au Ministre

Cette rencontre fut pour le Président de la PFPN d'exposer au ministre de tutelle quelques ses quelques préoccupations qui pour l'essentiel tournent autour du maintien de l'organisation

annuelle par les paysans de la Journée du Paysan Nigérien, l'appui du Ministre de l'Agriculture pour avoir une audience auprès du Président de la République ; le rappel sur la doléance présentée au Premier Ministre lors de la journée du paysan consistant à la mise à disposition de minibus pour faciliter le transport au niveau du Centre de Formation en Agroécologie de Widitan situé à 90 km de Niamey ; l'organisation des rencontres régulières entre le Ministère de l'Agriculture et la PFPN. Les participants à cette importante rencontre qui ne sont pas restés comme des simples spectateurs, ont aussi qui apporter des compléments d'information, qui exprimer des inquiétudes ou présenter des doléances. C'est ainsi, que le coordonnateur technique de la PFPN a fait part de deux préoccupations exprimées par les participants à l'occasion des journées régionales des paysans et qui sont rejoints lors de la journée nationale. Il s'agit de faire en sorte que les kits prévus dans le cadre de la mise en œuvre de l'initiative 3N correspondent aux vrais besoins des communautés. L'autre point évoqué est que, la porte d'entrée dans le cadre de la mise en œuvre de l'I3N étant les communes, il s'avérerait extrêmement important de veiller à renforcer l'organisation et la concertation des producteurs. Cela, dira-t-il contribuera à une meilleure prise en compte des besoins des exploitants familiaux dans la définition des kits et la mise en œuvre et le suivi des activités. A son tour ; le Secrétaire Général de la Fédération des Unions des Coopératives des Producteurs de Riz (FUCOPRI), a fait part de l'inquiétude des riziculteurs quant à la disponibilité d'engrais

au niveau de la CAIMA, particulièrement le 15-15-15. Le Trésorier Général de la Fédération des Coopératives maraîchères du Niger (FCMN-NIYA) a ; à sa suite partagé les difficultés rencontrées par les membres en ce qui concerne l'exonération des semences de pommes de terre qu'elle commande de l'Europe. Enfin, le coordonnateur régional de la PFPN de la région de Diffa a interpellé le Ministre sur la nécessité d'intégrer la partie nord de sa région dans les programmes d'irrigation de l'I3N. En effet, l'irrigation est bien possible dans cette partie du pays malgré l'avis contraire des agents des services techniques. Il en est de même en ce qui concerne la disponibilité d'une semence de maïs local, variété préférée des producteurs parce que jugée mieux adaptée. Il a enfin lancé un appel pour une aide d'urgence et ciblée au profit des populations victimes des inondations.

Le ministre satisfait des échanges, s'engage à accompagner la PFPN

A la suite de tous ces acteurs, le Ministre Oua Saïdou a dit toute sa satisfaction de la tenue d'une telle rencontre. Il n'a pas manqué de remercier l'ensemble des participants pour les vœux et les informations fournies. Il a rassuré qu'il transmettra les vœux et remerciements à ces homologues ainsi qu'au Premier Ministre. Il a réaffirmé toute sa disponibilité et sa volonté à accompagner le mouvement paysan nigérien. Revenant sur les préoccupations soulevées, il a tenté d'apporter les réponses aux différentes questions des membres de la Plate Forme paysanne. Abordant la question de l'I 3N, le

Ministre Saïdou a laissé entendre qu'en dehors des actions de sensibilisation retenues dans le cadre de cette initiative, il est prévu des projets pour soutenir les initiatives des Organisations Paysannes à la base. Par rapport à la disponibilité des engrais, le Ministre a rassuré la délégation de la PFPN, que les informations à une éventuelle rupture de l'engrais 15-15-15 seront vérifiées et le point sera fait au Premier Ministre sur cette question pour que des dispositions soient prises dans un bref délai. Le Ministre Saïdou a toutefois marqué sa surprise par rapport à cette information, surtout qu'il vient récemment

d'échanger avec le Directeur de la CAIMA. Sur la requête lancée en faveur des sinistrés de Diffa, le Ministre a réaffirmé l'engagement des Autorités de la septième République dans le cadre de la mise en œuvre de l'I3N. En effet, selon lui, il est prévu un programme additionnel pour faire face à la question des inondations. Il s'agit d'un programme de valorisation de la culture du maïs, le long de la Komadougou Yobé et autres retenues d'eau. Il a terminé son intervention en indiquant que des dispositions seront prises pour que les services techniques de ladite localité, s'impliquent davantage pour

une valorisation de cette variété de maïs. A l'issue de cette rencontre, le Ministère de l'Agriculture et la Plate Forme Paysanne du Niger se sont accordés sur la nécessité de se retrouver tous les trois (3) mois pour discuter. Ainsi, une rencontre sera organisée chaque mois entre la PFPN et la DAC/POR avant la rencontre trimestrielle avec le Ministre de l'Agriculture. C'est sur cet engagement mutuel sous forme de résolution, qui inaugure une nouvelle page de communication, de réflexions, d'échanges et de propositions qu'a pris fin cette rencontre. ■

MEETING WITH THE MINISTER OF AGRICULTURE OF NIGER

THE NIGER FARMERS' PLATFORM FNFP INTRODUCES ITS ACTIONS AND COMPLAINTS

EN The meeting room of the Ministry of Agriculture has hosted on Wednesday, January 30, 2013, an important meeting between the Minister of Agriculture, Mr. Wa Saïdou and a large delegation of Niger Farmers' Platform (FNFP) led by its Chairman, Mr. Djibo BAGNA. Officials of the Directorate of Cooperative Action and Promotion of Rural Organizations (DAC/POR), leaders of the main farmers' organizations members and leaders of the regional coordination officers of the technical unit of the FNFP were present at the meeting.

During his meeting, which lasted more than two hours, Mr. Djibo Bagna first introduced his best wishes to the entire farmers' audience, on the occasion of New Year 2013. Mr. Bagna also thanked the Minister and his various collaborators for their constant support to FNFP but also to all farmers' organizations in the country. He then requested that the Minister Ouâ Saïdou should express its appreciation and gratitude to the President of the Republic of Niger, the Prime Minister, Head of Government and Minister of Livestock, for their support to PFPN on the occasion of the holding of the West African Farmers Forum organized by ROPPA and the National Days of Niger farmers. He also took this opportunity to present the results of the said days. The opportunity was too good to enable the first FNFP leader to inform the Minister of the evolution of renovation works of Widitan Agroecology Training Centre that the authorities have made available to FNFP. These works related to the re-doing and restoration of water and electricity are funded by SwissContact NGO through the Sahel Agro Training project.

FNFP submits their complaints to the Minister

This meeting was for the FNFP Chairman, the occasion to expose to their Minister some concerns mainly revolving around maintaining the annual organization of the Niger Farmer's Day, the support of the Minister of Agriculture for an audience with the President of the Republic, the reminder on the complaints submitted to the Prime Minister on the Farmer's day included the provision of minibus for easy transport at the Widitan Agroecology Training Center located at 90 km from Niamey, the organization of regular meetings between the Ministry of Agriculture and FNFP. The participants to this important meeting which did not remain as mere spectators also provided additional information, expressed

concerns and submitted complaints. Therefore, the FNFP technical coordinator expressed two concerns already raised by participants during the regional farmers days and were repeated during the National Farmer's Day. This is to ensure that the kits provided in the framework of the implementation of the 3N initiative corresponds to the real needs of communities. Another point raised is that the entry in the framework of the implementation of the I3N being common door, it proved extremely important to ensure the organization and to strengthen cooperation among the producers. This, he says will contribute to a better account of the needs of family farmers in the definition of kits and the implementation and activities monitoring. As for the Secretary General of the Federation of Unions of Cooperatives of Rice Producers (FUCOPRI), he expressed the concern of rice for the availability of fertilizer at the CAIMA, especially 15-15-15. The General Treasurer of the Niger Federation of Vegetable Cooperatives (FCMN-NIYA) has, as for him challenges faced by members regarding the exemption of potato seeds that they import from Europe. Finally, the regional coordinator of the FNFP Diffa has questioned the Minister on the need to integrate the Northern part of the region in irrigation of I3N programmes. Indeed, irrigation is possible in this part of the country against the advice of technical officers. It is the same with regard to the availability of local corn seed, a preferred variety to producers because it is considered more appropriate. He also called for an urgent and targeted aid to the flood victims.

The Minister is satisfied with the discussions and is committed to support the FNFP

Following all these stakeholders, the Minister Ouâ Saïdou said his satisfaction about the holding of such a meeting. He thanked all the participants for the good wishes and the

information provided. He assured that he would convey the wishes and thanks to his colleagues and the Prime Minister. He reaffirmed his full availability and willingness to support the Niger Farmers' Movement.

Returning to the raised concerns, he attempted to provide answers to various questions from members of the Farmers' Platform. Addressing the issue of 3N I, the Minister Saïdou suggested that apart from awareness selected under this initiative, it is anticipated projects will support initiatives of Farmers Organizations at the grassroots. Compared to the availability of fertilizers, the Minister assured the FNFP delegation that any information out of the 15-15-15 fertilizer will be checked and the update will be made to the Prime Minister on this issue so that arrangements are made shortly. Minister Saïdou however expressed his surprise over this information, especially since he has recently exchanged with the Director CAIMA. On the request to help victims of Diffa, the Minister reiterated the commitment of the authorities of the Seventh Republic on the implementation of the I3N. According to him, there is a supplementary programme to address the flooding issue. It is a programme to develop the cultivation of corn, along the Komadougou Yobe and other lowlands. He concluded by stating that arrangements will be made for the technical services of the said town, to be more involved in valuing the corn variety. Following this meeting, the Ministry of Agriculture and the Niger Farmers' Platform have agreed on the need to meet every three (3) months to discuss. Thus, a meeting will be held each month between the DAC and FNFP/POR before the quarterly meeting with the Minister of Agriculture. It is this mutual commitment in the form of resolution, that opens a new page in communication, reflection, discussion and proposals that concluded the meeting. ■



LE LIBÉRIA ABRITE LE 10^{ÈME} ANNIVERSAIRE DE MAPUTO

FR

Deux cents délégués conduits par leurs Ministres de l'Agriculture respectifs se sont retrouvés en Septembre 2013 à Monrovia au Libéria. Ce fut à l'occasion du 10^{ème} anniversaire de la déclaration de Maputo. Déclaration qui demandait aux pays membres de l'Union Africaine de consacrer désormais 10% de leur budget d'investissement au secteur agricole. Cette rencontre a été l'occasion de faire un bilan de cette fameuse décision, dix années après.

L'Afrique dépend largement de l'agriculture pour ses moyens d'existence ; le secteur occupe plus de la moitié du PIB africain. La production agricole est une composante essentielle de la croissance en Afrique. Les questions de l'emploi, de la sécurité agricole, de la réduction de la pauvreté, en somme les questions de production développement pourraient être résorbées à travers un investissement significatif dans le secteur agricole.. Pour faire face à ces préoccupations valables, les leaders ont applaudi l'idée d'améliorer le secteur agricole en engageant leurs gouvernements à la déclaration de Maputo.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement africains ont eu au cours de leur deuxième Assemblée Ordinaire de l'Union Africaine tenue en juillet 2003 à Maputo, Mozambique d'approuver ce qu'il est désormais convenu d'appeler la "Déclaration sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire en Afrique" (Assemblée/UA/ Décl. 7(III)). Cette Déclaration contenait plusieurs décisions sur l'agriculture. La plus importante d'entre elles fut 'l'engagement de consacrer au moins 10% des ressources budgétaires nationales à l'agriculture et à la mise en œuvre de la politique de développement rural en l'espace de cinq ans".

Cet engagement qui consistait à allouer 10% du budget a été jusqu'ici honoré par le Burkina Faso, l'Ethiopie, le Ghana, la Guinée, le Malawi, le Mali, le Niger et le Sénégal qui

ont dépassé cet objectif. Malheureusement, beaucoup de pays y compris le Libéria, n'ont pas fait de progrès significatifs en ce qui concerne cet engagement.

Pour faire le bilan plus global de tout cela, une décennie après, le Libéria a été choisi pour abriter le 10^{ème} Anniversaire de Maputo (Septembre 11-14 2013) en vue d'évaluer le niveau de travail effectué, renforcer sa situation en ce qui concerne la production alimentaire et inciter le gouvernement libérien à s'engager à mettre en œuvre ledit accord.

Ce qui est du domaine du réalisable pour ce pays. En effet, au Libéria, cet engagement peut se matérialiser à travers les deux programmes majeurs que sont le Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) dont l'objectif est d'accroître à 6% par an et le Programme d'Investissement du Secteur Agricole Libérien (LASIP).

La Conférence a vu la participation de plus de 200 délégués venant du continent africain, y compris tous les Ministres Africains en charge de l'Agriculture. L'objectif principal de la rencontre était de permettre aux parties prenantes d'évaluer le niveau de coopération conformément avec la Déclaration de Maputo sur l'Agriculture par les gouvernements africains respectifs.

Le Farmers Union Network of Liberia

(Réseau de l'Union des Producteurs du Libéria) est une organisation paysanne basée sur le principe d'adhésion. Elle est membre du ROPPA et a abrité cette conférence historique. Du fait de l'importance attachée à cette conférence, une délégation du ROPPA avait auparavant séjourné au Libéria du 27-28 mai 2013 pour la restitution d'une étude documentaire sur l'allocation du Budget National Libérien à l'agriculture de 2004 à 2012.

Cette étude a été réalisée par un consultant appelé Nyenetue Romeo Bloie sur financement du ROPPA à travers le CTA. Elle a été principalement menée pour fournir des données scientifiques en vue d'appuyer le débat sur le montant que le gouvernement Libérien a alloué à l'agriculture de 2004 à et 2012. Ces statistiques visent à permettre aux producteurs libériens et à leurs différentes organisations d'avoir une meilleure compréhension du processus de développement du budget et l'évolution du montant de l'investissement qui est alloué à l'agriculture pour un plaidoyer et une sensibilisation des parties prenantes clefs.

La délégation du ROPPA avait alors saisi cette occasion pour rencontrer le Ministre de l'agriculture ainsi que les responsables des autres institutions impliquées dans le développement agricole pour parler de l'impact de l'Anniversaire de Maputo et solliciter le soutien combien important du gouvernement libérien ■

LIBERIA HOSTS MAPUTU 10TH ANNIVERSARY

EN African Heads of State and Government convened in the Second Ordinary Assembly of the African Union in July of 2003 in Maputu, Mozambique. This assembly endorsed what is known today the "Maputo Declaration on Agriculture and Food Security in Africa" (Assembly/AU/Decl. 7(II)). This Declaration contained several important decisions regarding agriculture. However, prominent among them was the "commitment to the allocation of at least 10 percent of national budgetary resources to agriculture and rural development policy implementation within five years".

Liberia was selected in Banjul, the Gambia to host the Maputo at 10 Anniversary (September 11-14, 2013) in order to show case the level of work done, strengthen its food production status and rekindle the commitment of the Liberian government to implementing the Maputo accord.

In Liberia this commitments can be realized in the context of two major programs namely the Comprehensive African Agriculture Development Program (CAADP) whose goal is to increase by 6% per year and the Liberia Agriculture Sector Investment Program (LASIP).

The Conference brought together more than 200 delegates from across the African Continent, including all African Ministers of Agriculture. The core objective of the Conference was for stakeholders to assess the level of cooperation and compliance with the Maputo Declaration on Agriculture by their respective African Governments.

Agriculture production is an essential component of Africa's growth. The issue of

employment, food security, poverty alleviation, amongst other development issues could be addressed through strong investment in the agriculture sector. Africa being largely dependent on agriculture for

its livelihood; this sector accounts for more than half of Africa's GDP. To cement these valid concerns, African leaders lauded the idea of improving the agricultural sector by committing their governments to the Maputo declaration.

The 10 percent budgetary commitment has so far been honored by Burkina Faso, Ethiopia, Ghana, Guinea, Malawi, Mali, Niger and Senegal who have even exceeded

this target. Disappointingly, most countries including Liberia, the host, have not made significant progress towards this goal.

Farmers Union Network of Liberia is a farmer membership-based organization.

She is a member of ROPPA and host for this historic regional confab. Already in collaboration with ROPPA, massive plans were carried out to ensure a successful hosting of this conference.

Because of the importance attached to this confab, a delegation from ROPPA was in Liberia from May 27-29 to participate in a Budget Advocacy Workshop and to receive findings from a desk review study of Liberia National Budget allocation to Agriculture from 2004 thru 2012. The delegation also met the Minister of Agriculture and heads of other relevant institutions to accentuate the significance of the Maputo Anniversary and the obvious and overriding need for government's support.

The desk review study was done by a hired Consultant named Nyenetue Romeo Bloh. The study was financed by ROPPA through CTA and was mainly conducted to provide scientific data to support debate on how much the Liberian Government has allocated to agriculture from 2004 to and including 2012. This information intends to assist Liberian farmers and their organizations to have better understanding of the budget development process and the evolution of the amounts that are allotted to agriculture to allow advocacy and awareness among the key stakeholders. ■



Une vue des participants à l'Atelier de Plaidoyer sur le budget du Libéria
A pictorial (excerpt) from the Liberia Budget Advocacy Workshop



LE SYSTÈME ALIMENTAIRE MONDIAL: CONTEXTE ET DÉFIS ACTUELS POUR LE ROPPA

FR

L'AIDE ALIMENTAIRE, UNE ARME POUR LES POLITIQUES EXPANSIONNISTES

Quand les pays ouest africains ont atteint l'indépendance dans les années 60, le régime alimentaire mondial dans lequel ils ont été plongés, était centralisé autour des Etats Unis et de leurs excédents agricoles. Trois décennies de politique en vue de booster la production domestique avaient été mises en place par les gouvernements successifs américains. L'objectif était d'une part de sortir les producteurs américains de la pauvreté dans laquelle ils ont été placés par la Grande Dépression des années 30 et d'autre part de faire face aux perturbations économiques et de production causées par la deuxième guerre mondiale. Au cours des années 50, ces politiques ont fini de provoquer des excédents qui ont saturé le marché avec comme corollaire des méventes pour les produits agricoles. Pour parer à cette situation le gouvernement américain a converti tous les surplus en aide alimentaire. Cette initiative visait apparemment à lutter contre la faim, mais dans le contexte de la Guerre Froide elle a aussi servi à contenir les avances communistes dans les pays du sud nouvellement indépendants et d'ouvrir leurs marchés aux exportations agricoles américaines. Comme l'a si bien décrit le Président Américain Eisenhower quand il signait la loi en 1954, l'aide alimentaire était destinée à « jeter les bases d'une expansion permanente de nos exportations agricoles avec des bénéfices durables pour nous-mêmes et des peuples d'autres horizons ». Sous ce rapport, le programme a réellement réussi : trois décennies plus tard, sept des dix principaux importateurs des produits agricoles américains étaient auparavant des bénéficiaires du

programme dénommé nourriture américaine pour la Paix ». Pendant cette même période les intérêts commerciaux devenaient des acteurs forts sur la scène agricole mondiale. Les sociétés évoluant dans l'agro-business sont parvenues à faire du lobbying auprès du gouvernement américain pour promouvoir leurs intérêts. Pour ce qui était de l'assistance particulière, nous avons l'introduction des « droits de propriété intellectuelle » dans l'agriculture qui a débuté en 1968 et culminé dans l'accord TRIPS (Trade Related Intellectual Property Rights) qui signifie les droits de propriété intellectuelle relatifs au commerce sous l'égide de l'OMC en 1995. Ces mesures ont donné le droit de breveter les semences qu'ils ont développées dans leurs laboratoires et qu'ils ont mis sur le marché comme « amélioré ». Ils ont posé les jalons pour la protection des produits des investissements émanant des sociétés sur les efforts passés concernant l'élevage des éons et le droit de cultiver avec leurs propres semences.

LES CRÉDITS MASSIFS DU NORD : UNE GRANDE ILLUSION

La période post-Indépendance était l'une des périodes où il était facile d'avoir des crédits venant des pays du Nord et des institutions financières multilatérales qui étaient anxieuses pour trouver des preneurs de leurs capitaux dormants. Les pays africains nouvellement indépendants étaient encouragés à prendre des crédits massifs pour financer leurs grands programmes de développement en ce qui concerne la technologie qu'ils ont héritée de l'occident. Cette illusion a été réduite à néant à la fin des années 70 quand les taux d'intérêt ont augmenté soudainement aux Etats-Unis,

laissant beaucoup de pays en développement incapable de payer les intérêts cumulatifs sur les capitaux qu'ils avaient empruntés. Les pays en développement frappés par la banqueroute étaient obligés de se tourner vers le Fonds Monétaire International pour contracter des prêts afin de renflouer leurs caisses. Ceux-ci étaient accompagnés par les régimes néolibéraux d'ajustement structurels qui ont réduit l'espace politique des gouvernements nationaux, ont ouvert les marchés des pays en développement à la concurrence avec les produits subventionnés venant de l'extérieur, et de réduire sévèrement l'appui de l'Etat en ce qui concerne la réglementation de l'agriculture. Les pays en développement étaient encouragés à abandonner leurs réserves nationales et régionales céréalières sur les champs qui ont intégré les marchés mondiaux pour garantir la stabilité nécessaire des prix des produits alimentaires et de leur disponibilité. Les gouvernements ouest africains avaient essayé de promouvoir la production alimentaire domestique en réaction à la grave crise alimentaire des années 70. Sous les politiques d'ajustement structurelles, ils étaient obligés par le Banque mondiale et Fonds Monétaire International d'abandonner ces efforts. Ils étaient incités à exploiter leurs « bénéfices comparatifs » en exportant les matières premières comme les arachides et le coton et en utilisant les recettes pour importer les produits alimentaires produits de manière artificielle à moindre coût sur le marché mondial. Ces politiques étaient renforcées à partir des années 90 par des accords commerciaux sous l'égide de l'Organisation Mondiale du Commerce et les accords bilatéraux de commerce qui ont réellement ouvert les

marchés africains et ont placé les producteurs africains dans une concurrence déloyale avec des produits agricoles subventionnés venant de l'étranger.

LES POLITIQUES AGRICOLES DU NORD PARACHÈVENT LA DÉPENDANCE

Par ailleurs, il est important de souligner que la concurrence n'était pas seulement avec les producteurs mais plutôt entre deux modèles différents de production. La loi agricole américaine et la politique agricole commune de l'Union Européenne faisaient de plus en plus la promotion de l'expansion de l'agriculture industrielle à grande échelle aux dépens de l'agriculture familiale. Les petits exploitants agricoles, aussi bien au Nord qu'en Afrique souffraient sous le même régime alimentaire global. Les sociétés multinationales, au contraire, étaient florissantes. Le système alimentaire mondial était de plus en plus contrôlé par un petit nombre de compagnies multinationales œuvrant dans le domaine de l'agro-alimentaire. Le plus grand producteur de semences, Monsanto, contrôle 24% du marché semencier, tandis que quatre compagnies œuvrant dans le domaine du commerce des céréales contrôlent 75-90% du marché des grains. Au même moment, le système alimentaire a entrepris une intégration accrue verticale comme les conglomerats d'entreprises ont cherché à établir un contrôle sur toute la chaîne alimentaire, des intrants à travers la production et la transformation jusqu'à la vente en détail.

L'impact des politiques des cinq dernières décennies sur l'Afrique est connu par les membres du ROPPA. L'Afrique a été transformée à partir des pays exportateurs de produits alimentaires nets aux pays importateurs des produits alimentaires nets. L'aide alimentaire et les importations des produits alimentaires ont provoqué des changements au niveau des comportements diététiques dans les zones urbaines qui ont pénalisé les produits locaux. Les petits producteurs de l'Afrique, qui sont le pivot de ses économies, sociétés et cultures, ont été abandonnés à eux-mêmes. La résistance à ces changements a été une force motrice derrière la mobilisation des petits producteurs ouest africains, au niveau national, régional avec la création du ROPPA en 2000, et au niveau continental avec la création de la PAFO en 2010. Les gouvernements africains ont aussi reconnu les défis de la souveraineté alimentaire en péril et la sécurité alimentaire sur le déclin auxquelles ils font face, en adoptant particulièrement le Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Africaine (PDDAA) à Maputo en 2013, et en promettant de consacrer au moins 10% du budget national à l'agriculture.

LA CRISE DU PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES COMME POUR SONNER L'ALERTE

La crise des produits alimentaires et les troubles sociaux qui ont ébranlé toutes les villes à travers le monde à partir de la fin 2007 ont montré les échecs des stratégies mises en place pour la sécurité alimentaire appliquées

jusqu'à présent. La Banque Mondiale et le Fond Monétaire International ont été obligés de reconnaître que leurs conseils politiques aux pays africains de compter sur le marché mondial étaient peu pertinents. Maintenant il y a une reconnaissance universelle équitable dans le but d'appuyer la production alimentaire pour la consommation domestique par les petits agriculteurs, qui sont la majorité frappée par l'insécurité alimentaire mais aussi ils produisent la plus grande partie des produits alimentaires consommés au sud. Il y a de plus en plus de preuves que l'agriculture agro-écologique familiale est capable de satisfaire les besoins alimentaires de la population mondiale. Le rapport de l'Evaluation Internationale sur les connaissances agricoles, la Science et la technologie (IAAST) publié en 2008 requiert un changement fondamental de politique pour le développement agricole et préconise le renforcement de la science et de la pratique agro-écologiques. La recherche d'universitaires respectés a certifié que le rendement moyen s'accroît de 79% et peut être obtenu simplement dans les sites au niveau mondial en adoptant des technologies à moindre consommation d'intrants.

Dans le même temps, le caractère non-durable d'un système alimentaire basé sur une utilisation intensive des produits de l'essence et les intrants chimiques a été mis en relief de façon spectaculaire par les changements climatiques et la crise énergétique. Selon le Programme des Nations Unies sur l'Environnement (PNUE), le modèle d'agriculture conventionnelle qui prévaut dans la chaîne alimentaire globale (fortement subventionnée aussi bien par la Politique Agricole Commune Européenne que la Loi Américaine sur l'Agriculture) constitue 14% des émissions des gaz à effet de serre. Ceci est essentiellement dû à l'utilisation des engrais faits à base d'azote provenant des résidus d'essence. Pourtant le secteur agricole pourrait largement se débarrasser du carbone d'ici 2030 et produire assez de nourriture pour une population en pleine croissance si les systèmes agro-écologiques locaux étaient largement adoptés. La production n'est pas le seul lien dans la chaîne affectée. Tout le processus de distribution globalisée du système alimentaire mondial sur les sociétés dépend de sa capacité à réduire les coûts de carburant et d'énergie d'une alimentation en manque au niveau mondial. Les stratégies dominantes en ce qui concerne la sécurité alimentaire ont été mises en doute par les pays OCDE ainsi qu'au sud. Les problèmes grandissants de l'obésité et la nourriture non-protégée attirent l'attention des décideurs politiques et le grand public du fait que les disfonctionnements du système alimentaire a impacté le nord aussi. Beaucoup souffrent globalement plus de surpoids et d'obésité que de la famine, et le diabète de type 2 tue 3,8 millions de personnes par an. La maladie de la vache folle en Grande-Bretagne, les salmonelles dans les œufs américains, et les poules belges affectées par la dioxine sont juste quelques récents exemples des risques alimentaires engendrés par des systèmes de production alimentaire industrielle et de

transformation régulés de façon inappropriée et insuffisante au nord.

La « crise » alimentaire n'est pas seulement la résultante des mauvaises récoltes dans certaines régions céréalières, c'est aussi le fait que les chinois et les indiens mangent beaucoup de viande en ces jours-ci. Il est le résultat cumulé de plusieurs décennies de marquées par des politiques inappropriées qui ont promu l'agriculture industrielle et la chaîne de valeur mondiale contrôlée par des sociétés au détriment de la production alimentaire durable prônée et pratiquée par les petits agriculteurs et la souveraineté alimentaire dans les sociétés au niveau mondial. En même temps ces politiques ont impacté négativement sur l'environnement et ont contribué significativement au changement climatique. Ces crises sont inter-liées. Elles sont aussi liées à la crise financière qui a frappé le monde en 2008, juste après quand les prix des produits alimentaires ont grimpé, stimulée par la spéculation financière qui n'est sujette à aucune surveillance politique efficace. C'est important de comprendre qu'il ya un combat unique en cours, bien qu'il soit conduit dans différents secteurs et à différents niveaux. Le résultat est le capital-qui que ce soit l'investit ou spéculé avec ça-est obligé de trouver constamment des moyens par lesquels il peut être investi et être bénéfique. La baisse des opportunités dans d'autres zones a réorienté les capitaux vers la terre et la nourriture et les a transformées en objets d'investissement et de spéculation. Il les a financés en mettant un prix étiquette sur ces produits de première nécessité et en transformant leur valeur de l'utilisation à l'échange. Les acteurs des compagnies et des finances mènent ce combat, mais ils agissent en grande complicité avec les gouvernements aussi bien au nord qu'au sud qui défendent les intérêts politiques et financiers des générations présentes et futures pour qui ils en sont responsables.

LA FAO PLÉBISCITE LES PETITS PRODUCTEURS AFRICAINS

Quand les compagnies internationales et les gouvernements se ruent pour « investir » dans les terres africaines et dans l'agriculture, leurs intérêts sont soigneusement masqués dans la rhétorique qui est celle de la lutte contre la faim à travers leur technologie et le savoir-faire des entreprises. La plus célèbre publication annuelle de la FAO en 2012 était « l'état de l'alimentation et de l'agriculture », a clarifié de façon absolue que la plus grande majorité de tous les investissements agricoles est faite par les petits agriculteurs eux-mêmes. Les petits agriculteurs de l'Afrique (cultivateurs, pasteurs, pêcheurs) sont aussi responsables de la plus grande partie de la nourriture consommée en Afrique malgré le fait qu'ils ont bénéficié d'un appui très insignifiant des politiques et des programmes publics. L'investissement étranger dans l'agriculture et la contribution de l'agriculture industrielle à la production alimentaire pour la consommation domestique sont totalement marginaux en Afrique, et pourtant ils sont considérés comme le seul espoir pour l'avenir. Ceci est placé

sous le signe de « partenariats publics-privés » (PPP)-où le « privé » est considéré comme l'équivalent de « société » malgré le fait que les paysans d'Afrique sont son secteur privé primaire. Nous le constatons dans les programmes qui sont promus par l'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique, le Forum Economique Mondial ("Cultivez l'Afrique"), le Millenium Challenge Corporation, et le G8 (la "Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition») ainsi que la Banque Mondiale. La sécurité alimentaire de l'Afrique est sans l'ombre de doute basé sur les modèles de production diversifiée adopté par ses millions d'exploitants agricoles et leurs liens avec ceux qui consomment leurs produits. Il y a une sérieuse déconnection entre cette réalité et le modèle qui est proposé par ces programmes dirigés par les sociétés et, hélas, acceptés par beaucoup de gouvernements africains et le leadership de AU/NEPAD/PDDAA. Aussi, il y a une sérieuse déconnection entre la reconnaissance rhétorique et le rôle principal joué par les petits exploitants agricoles et le fait que l'agriculture familiale est décrite comme un modèle archaïque qui est incapable de révolution. L'agriculture familiale sera célébrée dans l'Année Internationale des Nations Unies en 2014, pourtant le futur prévu pour l'agriculture familiale africaine est le scenario dirigé par les compagnies dans lequel :

- beaucoup sont amenés à quitter leurs terres de force, à cause de l'accaparement des terres, ou à cause de l'immigration particulièrement ce des jeunes pour les centres urbains ou les pays européens où ils ne peuvent pas s'attendre à trouver de l'emploi ;
- les filets de sécurité alimentaire sont mis en place pour les plus marginalisés ;
- les privilèges sont introduits dans la chaîne de valeur contrôlée par des compagnies sur qui ils n'ont pas de contrôle.

Il est important d'insister que l'accaparement des terres est sans doute le symptôme le plus visible de ce combat. La question principale est celle du contrôle. Qui contrôle le modèle de production? Qui contrôle le marché? Qui en bénéficie le plus ? Ceci, en effet, était le thème de l'atelier organisé par le CNCR en début d'année. Il est parfaitement possible pour les compagnies de contrôler la production et la commercialisation en laissant les petits producteurs sur leurs terres, collés à leur chaîne de valeur à travers des contrats qui dictent ce qu'ils produisent, comment et quand. Ainsi, ce résultat pourrait bien répondre aux préférences des sociétés puisqu'elles s'assurent que la plus grande partie des bénéfices leur reviennent tandis que la plus grande partie des risques restent avec les producteurs.

Donc – la crise alimentaire a permis de remettre l'alimentation et les petits producteurs au premier plan de l'agenda et, à cet effet, a ouvert aussi les opportunités et les menaces. Les membres du ROPPA sont conscients des efforts que leur organisation fait au niveau national et régional pour défendre l'agriculture familiale et sa contribution à la sécurité et la souveraineté alimentaire? Mais, qu'en est-il du niveau mondial ?

DE BONNES POLITIQUES ET UNE AUTRE FORME DE GOUVERNANCE PLUTÔT QUE DE GROS FINANCEMENTS

La crise des prix des produits alimentaires a révélé un vide politique au niveau mondial. Faute d'un organe autoritaire et inclusif au niveau mondial délibérant sur les questions alimentaires, les décisions dans ce domaine vital étaient prises par les institutions internationales comme l'OMC et la Banque Mondiale pour qui la sécurité alimentaire est rarement une préoccupation centrale ; par les membres économiquement puissants du G8/G20 ; et par les sociétés transnationales et autres spéculateurs financiers qui ne sont sujets à aucune surveillance politique. Lorsque la crise a éclaté, une vraie division a émergé sur comment combler le vide de la gouvernance. D'un côté, le G8 a créé un vrai paravent de rhétorique sur un "Partenariat Mondial sur l'Agriculture, la Sécurité Alimentaire et la Nutrition" (GPAFS), promettant des milliards de dollars pour investir davantage dans l'agriculture [qui quelque part n'a pas été assez matérialisé], et beaucoup de moyens technologiques à n'importe quelle société qui est dans l'impasse. Beaucoup d'organisations de la société civile ont jugé que ceci est un effort pour montrer « plus d'investissements » plutôt que de « meilleures politiques » comme une solution à la crise alimentaire, et pour garder l'initiative dans les mains des riches et des puissants. Une alternative audacieuse du GPAFS était soutenue par un nombre de gouvernements puissants du sud alliés avec les organisations de la société civile et les mouvements sociaux. Ils visaient à transformer un organisme existant- Le Comité sur la Sécurité Mondiale (CFS) basé à la FAO- une réunion d'affaires en un forum autoritaire, inclusif des Nations Unies délibérant sur la sécurité alimentaire en vue d'assurer le droit mondial à l'alimentation. Le défi était de combler le vide de gouvernance mondiale plutôt que de le dissimuler et permettre aux Etats riches et aux compagnies de prendre toujours le contrôle.

Le processus de la réforme a été mis en marche en avril 2009. Il était ouvert en plus des gouvernements à d'autres parties prenantes ; les organisations paysannes y compris le ROPPA, facilité par leur réseau international de sécurité alimentaire (IPC), étaient capables d'interagir de façon égale. Le document final de la réforme (CFS, 2009), adopté le 17 octobre 2009, comprend certains points importants qui leur ont permis de lutter durement contre les attaques de ces gouvernements qui ont voulu garder le nouveau CFS mais en vain. Qu'est-ce qui fait du CFS reformé unique dans l'univers de la gouvernance mondiale ? Il a été reconnu comme la première plateforme mondiale, pas son pareil parmi tant d'autres, et sa mission est de défendre le droit à l'alimentation de la population mondiale. Il est responsabilisé pour prendre des décisions sur les questions principales où il ya des controverses et de promouvoir la responsabilité de tous les participants à tous les niveaux. Son adhésion ne concerne pas seulement les gouvernements,

comme dans les organes des Nations Unies, mais d'autres acteurs sont concernés : les institutions intergouvernementales comme la Banque Mondiale et l'OMC, le secteur privé et la société civile. Et les acteurs non-étatiques sont des participants pleins mais pas des observateurs. Ils peuvent intervenir dans les discussions sur le même pied d'égalité que les gouvernements. Parmi ce lot d'organisations de la société civile, la priorité a été donnée aux organisations qui représentent directement les populations les plus affectées par l'insécurité alimentaire : petits producteurs agricoles, les travailleurs, les consommateurs urbains pauvres. Les ONG sont appelés à jouer un rôle de soutien pour permettre de s'assurer que la voix et les positions de ces populations les plus affectées pèsent énormément sur les débats. Sur les trois dernières années depuis que le nouveau CFS est en fonction, son importance comme un forum politique mondial a accru significativement. Au début, il était snobé par les acteurs les plus puissants. Maintenant il a montré qu'il peut prendre des décisions qui font la différence. Comme résultat, les grands acteurs sont maintenant dans la salle: 45 PDG de compagnies multinationales majeures qui œuvrent dans le domaine de l'agro-alimentaire ont assisté à la dernière session du CFS. Un certain nombre de leaders politiques du ROPPA ont joué un rôle important dans les débats jusque-là, y compris Mamadou Cissokho, Ndiougou Fall, Djibo Bagna, Ibrahima Coulibaly, Fatimatou Djibo Moumouni de la plateforme du Niger, Mamadou Bah du CNCR et bien d'autres.

Les questions principales concernant l'investissement agricole et l'accès à la terre ont été traitées très différemment dans les CFS dans d'autres forum mondiaux comme la Banque Mondiale ou le G8 grâce aux mandataires du CFS sur la sécurité alimentaire et son adhésion inclusive. A la première session du CFS reformé en octobre 2010 une décision était prise pour négocier sur les grandes lignes relatives au foncier et les autres ressources naturelles avec une attention particulière pour défendre les personnes vulnérables. En même temps le CFS a refusé d'approuver sans discussion les « Principes pour un Investissement Agricole Responsable » (PIAR) qui étaient promus par la Banque Mondiale essentiellement pour légitimer la pratique de l'accaparement des terres par les compagnies. Pourtant, il était question de lancer une consultation au sein du CFS pour déterminer quels principes qui devaient être mis en place pour que l'investissement agricole appuie la sécurité alimentaire et les petits agriculteurs. La participation des organisations de la société civile/des organisations des populations rurales aux débats qui ont continué jusqu'à 3h du matin, était décisive et a permis d'obtenir ces résultats.

A la seconde session du CFS en octobre 2012, il y eut un débat politique sur l'investissement agricole pendant lequel Mamadou Cissokho était l'un des panélistes. Aussi, nous avons la contribution des partisans de l'agriculture

familiale à travers le rapport d'un événement parallèle co-organisé par PAFO et le Groupe des Représentants des Gouvernements Africains basé à Rome qui a débattu des résultats d'un atelier ROPPA-PROPAC-EAFF sur "l'Investissement Agricole pour Renforcer l'Agriculture Familiale et les Systèmes de Production Durable en Afrique". Le rapport officiel du CFS reconnaît que les petits producteurs agricoles sont responsables de la plupart des investissements agricoles dans beaucoup de pays, et donc les cadres et les programmes qui œuvrent dans le domaine de l'investissement agricole doivent accorder une attention particulière aux petits producteurs.

Les grandes lignes au niveau mondial sur le foncier et d'autres ressources naturelles, fortement négociées courant 2011 et les premiers mois de 2012, ont été adoptées par acclamation dans une session spéciale du CFS en Mai 2012. La société civile, avec les petits exploitants agricoles au premier rang, ont combattu et obtenu des victoires importantes. Les grandes lignes ont priorisé l'accès à la terre par les petits producteurs agricoles, y compris les femmes, les pasteurs et les catégories les plus vulnérables. Ils reconnaissent les droits coutumiers et collectifs au territoire. Ils définissent clairement ce qu'on entend par "consultation avec les communautés affectées". Un travail est entrain de se faire en vue de promouvoir l'application de ces lignes directrices au niveau national, en étroite collaboration avec le Cadre de l'Union Africaine et les Lignes directrices sur la politique

foncière.

La consultation du CFS qui vise à déterminer les principes pour un investissement responsable dans l'agriculture (iar) dans le contexte de sécurité alimentaire nationale est en marche maintenant. Il y a beaucoup en jeu pour les organisations de la société civile (OSC) en sécurisant les gros résultats à partir du processus de négociation. Les forces des principes de « iar » pourraient devenir un cadre international pour amener les politiques à arrêter les formes variées d'accaparement des terres et des ressources, et restructurer les politiques nationales pour appuyer les petits producteurs agricoles et les prestataires. Ils pourraient permettre de limiter les activités anti-démocratiques liées à l'agro-business et les initiatives industrielles alimentaires des sociétés telle que la Nouvelle Alliance de G8 et de renforcer la position des petits producteurs agricoles dans le Programme Global pour l'Agriculture et la Sécurité alimentaire qui finance des projets dans un certain nombre de pays ouest africains. Les faiblesses des principes de « air » d'autre part, résulteraient de la création d'un outil pour appuyer les investissements à grande échelle, les fausses industries qui œuvrent dans le domaine de l'agro-business ont trouvé des solutions à la crise alimentaire, et pour légitimer les politiques publiques et les réformes politiques qui facilitent la concentration du marché et l'accaparement des ressources par les grandes compagnies. La négociation des principes de iar dans le CFS sont aussi une importante

opportunité pour forger de façon conjointe notre vision d'un futur alimentaire viable basé sur une souveraineté alimentaire et pour identifier les types d'investissement et d'appuis nécessaires pour le réaliser. La participation de la société civile dans cette consultation est guidée par un groupe de travail dont le Président du ROPPA, Djibo Bagna, est le coordonnateur. Les questions liées à l'investissement agricole feront partie de l'agenda de deux importantes rencontres du ROPPA cette année : une conférence marquant le 10ème anniversaire du PDDAA qui va se tenir à Monrovia, Liberia en Septembre et un atelier en relation avec le secteur privé à Abidjan, Cote d'Ivoire en Novembre. ROPPA va aussi contribuer à l'élaboration d'un rapport en collaboration avec PROPAC et EAFF qui va fournir des preuves pour appuyer la thèse que la plus grande partie de la nourriture consommée dans les trois régions est produite par les petits exploitants agricoles et parvient à ceux qui la consomment à travers les marchés locaux sans se lancer dans une chaîne de valeur formelle.

La bataille du ROPPA pour une souveraineté alimentaire s'appuie sur les milliers de villages de l'Afrique de l'ouest où les petits exploitants agricoles vivent et produisent, mais les décisions prises aux niveaux mondial, continental, régional et national ont un impact important sur leurs conditions de vie. C'est pourquoi le ROPPA doit être présent à tous les niveaux, même ceux qui sont dans les contrées très profondes, et doit s'assurer que ses membres comprennent les défis et qu'ils sont bien armés pour y faire face. ■

Par Nora McKeon





THE GLOBAL FOOD SYSTEM: PRESENT CONTEXT AND CHALLENGES FOR ROPPA

EN

EVOLUTIONS IN THE GLOBAL FOOD SYSTEM SINCE INDEPENDENCE

When West African countries attained independence in the 1960s the global food regime in which they found themselves inserted was centered on the United States and its agricultural surpluses.

Three decades of policies designed to boost domestic production had been put in place by successive US governments. The objective was to lift American farmers out of the poverty into which they had been thrown by the Great Depression of the '30s and to counter the economic and productive disruptions caused by World War II. By the '50s, however, these policies had provoked surpluses which risked glutting the market and driving down prices for agricultural products. To avoid this outcome the US government converted the surpluses into food aid. This initiative was ostensibly aimed at fighting world hunger, but in the Cold War context it also served to contain communist overtures to newly independent countries of the South and to open up their markets to American agro-exports. As candidly described by US President Eisenhower when he signed the bill of it into law in 1954, food aid was intended to "lay the basis for a permanent first establishing expansion of our exports of agricultural products with lasting benefits to ourselves and peoples of other lands." The programme was highly successful in this regard: three decades later seven of the ten leading importers of US farm goods were previous recipients of US Food for Peace. During this same period commercial interests

were becoming increasingly strong players on the global agricultural scene. Agribusiness corporations successfully lobbied the US government to promote their interests.

Of particular assistance to them was the introduction of "intellectual property rights" (IPR) into agriculture starting in 1968 and culminating in the TRIPS (Trade Related Intellectual Property Rights) agreement under the WTO in 1995. These measures gave corporations the right to patent the seeds they developed in their laboratories and marketed as "improved".

They laid the foundation for protecting the products of corporate investments over the eons-old breeding efforts of farmers and their right to plant their own harvested seeds.

The post-Independence period was one in which easy credit was available from Northern banks and multilateral financial institutions, which were anxious to find takers for their idle capital. Newly independent African countries were encouraged to take on massive loans to finance capital and technology-intensive development schemes that imitated the West's path to development. This bubble burst in the late '70s when interest rates rose sharply in the United States, leaving many developing countries unable to pay the accumulating interests on the capital they had borrowed. Bankrupt developing countries were obliged to turn to the International Monetary Fund and the World Bank for bail-out loans. These came accompanied by neo-liberal structural adjustment regimes which drastically reduced the policy space of national governments,

opened developing country markets to competition with subsidized products from abroad, and cut back severely on state support to and regulation of agriculture. Developing countries were encouraged to abandon their national and regional grain reserves on the grounds that integrated global markets would provide the needed stability of food prices and availability. West African governments had been attempting to promote domestic food production in reaction to the severe food crisis of the 70s. Under structural adjustment policies they were obliged by the WB/IMF to abandon these efforts.

Instead, they were urged to exploit their "comparative advantage" by exporting raw commodities like groundnuts and cotton and using the proceeds to import artificially cheap food from the world market. These policies were reinforced from the 1990s on by trade agreements under the World Trade Organization and bilateral trade agreements that further opened up African markets and placed African producers in unfair competition with subsidized agricultural products coming from abroad.

It is important to underline, however, that the competition was not one between producers in the North and in Africa but rather between two different models of production. The US Farm Bill and the EU CAP were increasingly promoting the expansion of large-scale industrial agriculture at the expense of small-scale family farming. Family farmers, both in the North and in Africa, were suffering under the same global food regime.

Multinational corporations, on the contrary, were flourishing. The global food system was increasingly controlled by a small number of multinational agri-food corporations. The largest seed producer, Monsanto, controls 24% of the market of proprietary seeds, while four cereal trading corporations control 75-90% of the grain market. At the same time, the food system has undergone increased vertical integration as corporate conglomerates have sought to establish control over the entire food chain, from inputs through production and processing all the way through to retailing.

The impact on Africa of the policies of the past five decades are well-known to ROPPA's members. Africa has been transformed from a net food exporter to a net food importer. Food aid and food imports have provoked changes in dietary habits in the urban areas that have penalized local products.

Africa's family farmers, the backbone of its economies, societies and cultures, have been abandoned to themselves. Resistance to these evolutions has been a driving force behind the mobilization of West African small-scale producers, nationally, regionally with the creation of ROPPA in 2000, and at continental level with the establishment of PAFO in 2010. Africa's governments have also recognized the challenges of imperiled food sovereignty and declining food security they are facing, particularly by adopting the Comprehensive Africa Agricultural Development Programme (CAADP) at Maputo in 2003 and pledging to devote at least 10% of the national budget to agriculture.

THE FOOD PRICE CRISIS FROM LATE 2007 ON: OPPORTUNITIES AND CHALLENGES

The food price crisis and the social unrest that erupted in cities around the world from late 2007 have thrown into question the failed food security strategies applied up to now. The World Bank and the International Monetary Fund have been obliged to recognize that their policy advice to African countries to rely on the world market was sorely misguided. Now there is fairly universal recognition of the need to support food production for domestic consumption by small-holder family farmers, who are the majority of the food insecure but also provide most of the food consumed in the South.

Evidence that smallholder agroecological farming is capable of meeting the food needs of the world's population is mounting. The report of the International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology (IAASTD) published in 2008 calls for a fundamental policy shift in agricultural development and advocates strengthening agro-ecological science and practice. The research of respected academics has certified that average yield increases of 79% can be obtained in sites around the world simply by adopting lowinput resource-conserving

technologies.

Simultaneously, the un-sustainability of a food system based on intensive use of petrol products and chemical inputs has been dramatically highlighted by climate change and the energy crisis. According to the UN Environmental Programme (UNEP), the conventional agriculture model that prevails in the global food chain (strongly subsidized by both the European Common Agricultural Policy and the US Farm Bill) accounts for 14% of total annual greenhouse gas emissions. Most of this is due to use of nitrogen fertilizers derived from refining petrol. Yet the agricultural sector could be largely carbon neutral by 2030 and produce enough food for a growing population if localized agro-ecologic systems were widely adopted. Production is not the only link in the chain affected. The entire globalized distribution process of the corporate world food system depends on its ability to discount the energy and petrol costs of whisking food around the world before it ends up on a supermarket shelf.

Dominant food security strategies have been cast into doubt in OECD countries as well as in the South. Growing problems of obesity and unsafe food are drawing the attention of policy makers and the public at large to the fact that malfunctions in the food system impact the North as well. More people globally suffer from over-weight and obesity than hunger, and diabetes type 2 kills some 3.8 million people a year. Mad cow disease in the UK, salmonella in US eggs, and dioxin-affected Belgian chickens are just some of the recent examples of the food risks engendered by insufficiently and inappropriately regulated industrial food production and processing systems in the North.

The food "crisis" did not just drop out of the blue as a result of poor harvests in some grain producing countries and the fact that people in China and India are eating more meat these days. It is the cumulative result of decades of failed policies that have promoted industrial agriculture and a corporate controlled global food chain at the expense of sustainable food production by family farmers and food sovereignty in societies around the world. At the same time these policies have impacted negatively on the environment and have contributed significantly to climate change.

These crises are interlinked. They are also connected to the financial crisis that hit the world in 2008, just as food prices were peaking, stimulated by financial speculation that is not subject to any effective political oversight. It is important to understand that there is a single combat underway, although it is conducted in different sectors and at different levels. The bottom line is that capital – whoever invests it or speculates with it – is obliged to constantly find ways in which it can be invested and turn a profit.

The dwindling of opportunities in other areas

has re-oriented capital towards land and food and has transformed them into objects of investment and speculation.

It has "financialized" them by putting a price tag on these prime necessities and transforming their value from use to exchange. Corporations and financial actors lead this combat, but they act in strong complicity with governments in both the North and the South who are defending particular political and financial interests over those of the present and future citizens to whom they ought to be accountable.

The interests of corporations and governments as they rush in to "invest" in African lands and agriculture are carefully masked in rhetoric about fighting hunger with corporate technology and know-how.

The 2012 issue of FAO's most famous annual publication, "The State of Food and Agriculture", made it absolutely clear that the vast majority of all investment in agriculture is made by small-scale producers themselves. Africa's smallscale producers (farmers, pastoralists, fisherfolk) are also responsible for most of the food consumed in Africa despite the fact that they have received so little support from public policies and programmes. Foreign investment in agriculture and industrial farming's contribution to food production for domestic consumption are totally marginal in Africa, and yet they are being presented as the only hope for the future.

We see this in the accent that is being placed on "public-private partnerships" (PPPs) – where "private" is understood to be the equivalent of "corporate" despite the fact that Africa's peasants are its primary private sector. We see it in the programmes that are being promoted by the Alliance for a Green Revolution for Africa, the World Economic Forum ("Grow Africa"), the Millennium Challenge Corporation, and the G8 (the "New Alliance for Food Security and Nutrition") as well as by the World Bank. Africa's food security is without any shadow of a doubt based on the diversified production models adopted by its millions of family farmers and their links to those who consume their products. There is a severe disconnect between this reality and the model that is being proposed by these corporate-led programmes and, alas, enthusiastically accepted by many African governments and the leadership of the AU/ NEPAD/CAADP. There is a severe disconnect between rhetorical recognition of the key role played by Africa's smallholder family farmers and the fact that family farming is portrayed as an archaic model which is incapable of evolution. Family farming will be celebrated in a UN International Year in 2014, yet the future foreseen for Africa's family farming in the corporate-led scenario is one in which:

– many are destined to leave the land forcibly, thanks to land grabbing, or through immigration, particularly by young people, to

urban centers or European countries where they cannot expect to find employment;

- humanitarian safety nets are put in place for the most marginalized;
- the better-off are captured into corporate controlled value chains over which they have no control.

It is important to emphasize that land grabbing is only the most visible symptom of this combat but by no means the only one. The key question is one of control:

who controls the model of production? Who controls the market? And for whose benefit? This, indeed, was the title of a workshop organized by the CNCR earlier this year. It is perfectly possible for corporations to control production and marketing while leaving small-scale producers on their land, tied to the value chain by contracts that dictate what they produce, how and when. Indeed, this outcome could well be preferred by corporations since it ensures that the bulk of the profits go to them while the bulk of the risks rest with the producers.

So – the food crisis has helped to put food and small-scale producers back at the top of the agenda and, by doing so, has opened up both opportunities and threats. ROPPA's members are well aware of the efforts their organization is making at national and regional levels to defend family farming and the contribution it makes to Africa's food security and sovereignty. But what about the global level?

THE GLOBAL GOVERNANCE OF FOOD AND ROPPA'S COMBAT

The food price crisis revealed a global policy vacuum. In the absence of an authoritative and inclusive global body deliberating on food issues, decisions in this vital field were being taken by international institutions like the WTO and the World Bank for whom food security is hardly core business; by the economically powerful members of the G8/G20; and by transnational corporations and financial speculators subject to no political oversight. When the crisis erupted, a sharp divide emerged over how to fill the governance gap. On one side, the G8 threw up a veritable smoke screen of rhetoric about an elusive 'Global Partnership on Agriculture, Food Security and Nutrition' (GPAFS), promising billions of dollars of new investment in agriculture (that somehow hasn't quite materialized), and ever more advanced technological fixes for whatever ails society. Many civil society organizations judged this as an effort to highlight "more investment" rather than "better policies" as the solution to the food crisis, and to keep the initiative in the hands of the rich and the powerful. An audacious alternative to the GPAFS was championed by a number of predominantly southern governments allied with civil society organizations and social movements.

They aimed at transforming an existing body – the Committee on World Food Security (CFS) based in FAO – from an ineffectual talk-shop into an authoritative, inclusive UN forum deliberating on food security in the name of ensuring the global right to food. The challenge was to effectively fill the global governance gap rather than simply paper it over and allow wealthy states and corporations to stay in control.

The reform process got underway in April 2009. It was opened up beyond governments to all concerned stakeholders. Organizations of small-scale food producers including ROPPA, facilitated by their international food sovereignty network (IPC), were enabled to interact with governments on an equal basis. The final reform document (CFS, 2009), adopted on 17 October 2009, includes some important points that they fought hard to defend against the attacks of those governments that wanted to keep the new CFS as toothless as possible. What makes the reformed CFS unique in global governance universe? It has been recognized as the foremost global platform, not one of many, and its mission is to defend the right to food of the world's population. It is empowered to take decisions on key controversial issues and to promote the accountability of all participants at all levels. Its membership includes not just governments, as in most UN bodies, but other concerned actors:

intergovernmental institutions like the World Bank and the WTO, the private sector, civil society. And non-state actors are full participants, not observers. They are able to intervene in the discussions on the same footing as governments. Within the broad category of civil society priority place has been assigned to organizations directly representing those most affected by food insecurity: small-scale food producers, workers, poor urban consumers. NGOs are expected to play a supporting role to help ensure that the voice and the positions of those most affected weigh in strongly in the debates. Over the past three years since the reformed CFS has been in operation its importance as a global policy forum has increased significantly. At the beginning it was snubbed by many of the most powerful actors. Now it has demonstrated that it can take decisions that make a difference.

As a result the big players are now in the room: 45 Chief Executives Officers of major multinational agri-food corporations attended the latest session of the CFS. A number of ROPPA political leaders have played an important role in the debates thus far, including Mamadou Cissokho, Ndiogou Fall, Djibo Bagna, Ibrahima Coulibaly, Fatimatou Djibo Moumouni of the Niger PF, Mamadou Bah of the CNCR and others. Key issues of investment in agriculture and access to land been treated very differently in the CFS than they have been in other global forums

like the World Bank or the G8 thanks to the CFS' food security mandate and its inclusive membership. At first session of the reformed CFS in October 2010 a decision was taken to negotiate global guidelines for tenure to land and other natural resources with particular attention to defending the vulnerable. At the same time, the CFS refused to rubberstamp the "Principles for Responsible Agricultural Investment" (PRAI) which were being promoted by the World Bank essentially to legitimate corporate land grabbing. Instead, it was decided to launch a consultation in the CFS to determine what principles need to be put in place if the objective is to ensure that investment in agriculture supports food security and smallholders. The participation by civil society/rural peoples' organizations in the debates, which went on until 3am in the morning, was decisive in obtaining these outcomes.

The second session of the CFS, in October 2012, featured a policy debate on agricultural investment in which Mamadou Cissokho was one of the panelists.

Important pro-smallholder input was also made by the report of a side event co-organized by PAFO and the Group of African Government Representatives based in Rome which debated the findings of a ROPPA/PROPAC- EAFF workshop on "Agricultural Investment to Strengthen Family Farming and Sustainable Food Systems in Africa".

The outcome was a recognition in the official report of the CFS that small-scale producers are responsible for most of the investment made in agriculture and most of the food produced in many countries, and therefore deserve priority attention in all investment frameworks and programmes.

The global guidelines on tenure to land and other natural resources, strongly negotiated throughout 2011 and the first months of 2012, were adopted by acclamation in a special session of the CFS in May 2012. Civil society, with small-scale food producers in the front row, fought for and obtained some important victories.

The guidelines prioritize access to land by small-scale producers, including women, pastoralists and other most vulnerable categories. They recognize customary and collective rights to territory. They clearly define what is meant by "consultation with affected communities". Work is now underway to promote the application of these guidelines at the national level, in close connection with the African Union's Framework and Guidelines on Land Policy.

The CFS consultation to determine principles for responsible investment in agriculture (rai) in the context of national food security is now getting underway.

There is a lot at stake for social movements and civil society organizations (CSOs) in

securing strong outcomes from the process of negotiations. Strong rai principles could become an international framework to push for policies to stop the various forms of land and resource grabbing, and refocus national policies in support of small-scale food producers and providers. They could also help to limit the scope of undemocratic agribusiness and corporate food industry initiatives such as the G8 New Alliance and to strengthen the position of small-scale food producers in the Global Agriculture and Food Security Programme which is funding projects in a number of West African countries.

Weak rai principles on the other hand, would result in creating a tool to support large scale investments, false agrifood industry designed solutions to the food crisis, and legitimize

public policies and policy reforms that facilitate market concentration and resource-grabbing by large corporations. The negotiation of rai principles in the CFS are also an important opportunity to jointly shape our visions of a viable food future based on food sovereignty and identify the kinds of public investment and supports needed to make this a reality. Civil society participation in this consultation is guided by a working group of which ROPPA's President, Djibo Bagna, is the co-coordinator. Issues relevant to agricultural investment will be on the agenda of two important ROPPA meetings this year: a conference marking the 10th anniversary of CAADP to be held in Monrovia, Liberia in September and a workshop on relations with the private sector in Abidjan, Cote d'Ivoire in November.

ROPPA will also be contributing to the consultation a report produced along with PROPAC and EAFF that provides evidence to support the assertion that most of the food consumed in the three regions is produced by family farmers and reaches those that consume it through local markets without ever entering a formal value chain.

ROPPA's battle for food sovereignty is based in the thousands of villages of West Africa where family farmers live and produce, but decisions taken at the global, continental, regional and national levels have an important impact on their livelihoods. This is why ROPPA needs to be present at all levels, even those that seem so remote, and to make sure that its membership understands the challenges and is well armed to meet them. ■

By Nora McKeon



1^{ER} FORUM DES AFFAIRES DU ROPPA

FR Sur initiative du ROPPA en collaboration avec les réseaux régionaux des acteurs du secteur privé (FOPAO, réseau des chambres de commerce, de l'industrie et du commerce, AAFEX) il a été organisé du 29 au 31 octobre 2013, à Abidjan, en Côte d'Ivoire, la 1^{ère} édition du forum des affaires des OP ;

Les objectifs de ce forum étaient de (i) Favoriser une concertation et la définition d'actions communes entre les OP et le secteur privé sur des questions concernant le commerce régional des produits agricoles et agroalimentaires à travers l'organisation de 3 panels de

réflexions thématiques multi acteurs ; (ii) Promouvoir le développement de relations de partenariats entre les OP et les acteurs du secteur privé pour la mise en marché des produits agroalimentaires issus des exploitations familiales, en organisant un espace professionnel « B 2 B » ;

Ont pris part à ce forum une centaine de participants représentants, les organisations paysannes, les acteurs du secteur privé de l'Afrique de l'Ouest et Centrale (acteurs de la transformation agroalimentaire, les exportateurs...) et des partenaires au développement (CTA, AgriCord, AGRA, Grow Africa, COLEACP...).

1ST BUSINESS FORUM OF ROPPA

EN On the initiative of ROPPA in collaboration with regional networks of private sector actors (FOPAO, network of chambers of commerce, industry and trade, AAFEX) was held from 29 to 31 October 2013 in Abidjan, Côte d'Ivoire, the first edition of the business Forum of OP ;

The objectives of the forum were (i) To promote dialogue and definition of joint actions between the OP and the private sector on matters concerning regional trade in agricultural and food products through the organization

of thematic reflections 3 panels multi-stakeholder ; (ii) Promote the development of partnership relations between POs and private sector for the marketing of food products from family farms, organizing professional space « B 2 B » ;

Took part in this forum a hundred participants representatives, farmers' organizations, the private sector of West Africa and Central (actors in the food processing, exporters...) and development partners (CTA AgriCord, AGRA, Grow Africa, COLEACP...).

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

OPENING CEREMONY



L'arrivée des officiels



Poignée de main entre M. Kalilou TRAORE et un invité



Allocution de M. N'GOMAN Aka Mathias, PCA de l'ANOPACI



Une vue de la table des officiels



Allocution de M. Kalilou TRAORE, Directeur de Cabinet du Ministre de l'Agriculture



Allocution de M. DJIBO Bagna, PCA du ROPPA



Allocution de M. El Hadj DIACA, Association Afrique AGROEXPORT



Les congressistes



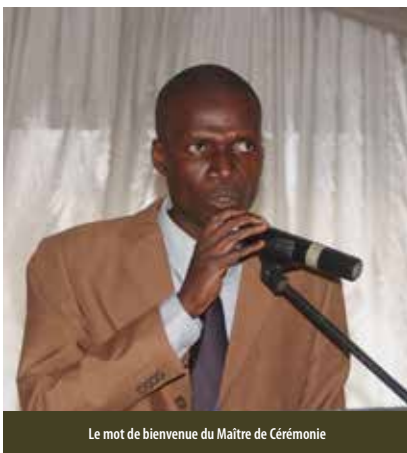
M. DJIBO Bagna, PCA du ROPPA



Vue des officiels



La représentante de GROW AFRICA



Le mot de bienvenue du Maître de Cérémonie



Photo de famille

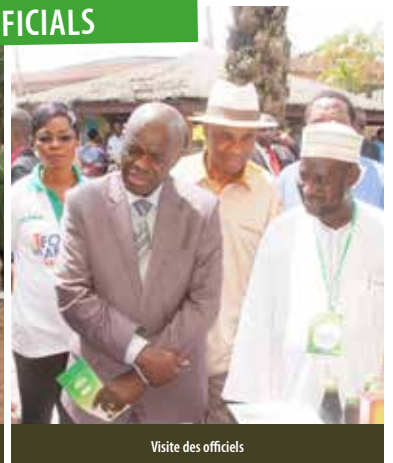
AMBIANCE ET VISITE DES STANDS PAR LES OFFICIELS AMBIANCE AND VISIT STAND BY OFFICIALS



Visite des stands par les officiels



Le Stand de l'ANOPACI



Visite des officiels



Le Stand du Café Cacao



Le Stand du aafx



Stand du ROPPA

B to B

B to B



Echange entre participants



Séance de briefing



M. Andrew SPHERD du CTA (à gauche) échange avec un participant.



Délégation Ghanéenne



Les échanges de contacts entre les participants

CONFÉRENCIERS

SPEAKERS



Vue des conférenciers du Panel 1



M. Pierre GERARD (FARM) conférencier du Panel 1



M. Roberto LONGO (FIDA) conférencier du Panel 1



M. Andrew SPHERD (CTA) conférencier du Panel 2



Vue des conférenciers du Panel 2



Mme Olga Kouassi du COLEACP



M. Aberta DANDEE (AGRICORD) conférencier du Panel 2



M. Dao BASSIAKA (FEPAB) conférencier du Panel 2



Vue des conférenciers du Panel 3

CEREMONIE DE CLOTURE

CLOSING CEREMONY



Vue des Officiels



M. Ibrahim COULIBALY, Président de la Coordination Paysanne du Mali, vice-président du ROPPA



La représentante de GROW AFRICA



Les congressistes



Une vue des participants



M. Kalilou TRAORE, Directeur de Cabinet du Ministre de l'Agriculture et M. N'GOMAN Aka Mathias, PCA de l'ANOPACI



Photo de famille



Photo de famille

PARTENAIRES



vision
pay:anne



RÖPPA

09 BP 884 Ouagadougou 09 - Burkina Faso
Tél.: +226 50 36 08 25 / Tél./Fax : +226 50 36 26 13
Email : roppa2000@yahoo.fr / secretariat@roppa-afrique.org
Site web : www.roppa.info / www.roppa-afrique.org



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra
Direction du développement
et de la coopération DDC
Partenaire Financier



IFAD
International Fund for
Agricultural Development